



# **ESPACE ATLANTIQUE EURO-AFRICAIN I RÉUNION ÉCONOMIQUE**

Las Palmas de Gran Canaria  
2 octobre 2009

## Introduction

Ce document analyse les avantages et les possibilités économiques qui pourraient découler de la création d'un espace de coopération entre les régions ultrapériphériques (les Canaries, les Açores et Madère) et les pays tiers voisins d'Afrique de l'Ouest (notamment le Cap Vert, le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal) ainsi qu'avec ceux avec qui les RUP de cet espace géographique entretiennent des liens historiques, comme l'Angola, la Guinée Bissau, la Guinée Équatoriale et Sao Tomé-et-Principe, tous situés dans la zone d'Afrique Centrale, apportant ainsi une plus large vision du Grand Voisinage à la stratégie d'insertion régionale proposée par la Commission européenne en faveur des régions ultrapériphériques en 2004 et successives communications.

Le document montre, depuis une perspective macroéconomique, la réalité économique des pays et des régions qui composent cet espace ainsi que les possibilités découlant d'une plus grande insertion régionale en matière économique, politique, sociale et culturelle.

Le travail présenté offre une brève introduction sur les effets macro-économiques de la libéralisation commerciale, de la politique de voisinage de l'UE avec les pays du bassin méditerranéen et de la stratégie RUP de la Commission ; En second lieu, il convient de procéder à l'analyse des principales caractéristiques du point de vue macroéconomique et commercial, des économies qui feraient partie de notre initiative: l'Espace Atlantique Euro-africain, ainsi qu'une présentation synthétique des secteurs ou des activités économiques qui bénéficieraient le plus de la création de cet espace.

Une lecture approfondie du document doit nous amener à penser que la mise en place d'un espace, tel que « l'Espace Atlantique Euro-africain », en collaboration avec la Communauté et doté d'un instrument financier adéquat, est à même de répondre à ce défi et peut être l'outil le plus efficace pour renforcer la stratégie d'insertion régionale proposée par la Commission européenne en faveur des RUP.

D'autres initiatives similaires, comme le dénommé Processus de Barcelone, l'un des germes de la politique euro-méditerranéenne, mettent l'accent sur le fait qu'une action concertée entre l'UE, les Etats Membres et les pays tiers voisins avec lesquels elle a été menée à bien, contribue de manière décisive à consolider des espaces de paix et de sécurité favorables au développement des services publics fondamentaux (enseignement, santé), à mettre en place de réformes structurelles (justice, marché du travail, concurrence), à renforcer la capacité institutionnelle, à favoriser l'échange de meilleures pratiques dans le cadre de l'environnement et de la bonne gouvernance et de la dynamisation de la coopération décentralisée.

Par ailleurs, l'Espace Atlantique Euro-africain » peut devenir un outil approprié pour obtenir une meilleure insertion régionale dans cette zone, réduire les effets adverses de l'ultrapériphérie grâce au renforcement d'un marché régional, favoriser les échanges dans la région et rendre cet espace attrayant pour l'investissement direct étranger.

L'Espace Atlantique Euro-africain a pour but de contribuer à la consolidation d'un espace de paix, de stabilité, de croissance économique et de prospérité dans cette région et de mettre en relief la contribution que ces régions européennes, situées sur d'autres continents peuvent apporter à la consécution des Objectifs du Millénaire.

La proximité des RUP à des pays appartenant au Maghreb et à l'Afrique de l'Ouest et les liens historiques qu'ils entretiennent avec les pays d'Afrique Centrale, portes d'accès à d'autres marchés potentiels, confèrent à cet espace un « caractère géostratégique et géopolitique singulier, qu'il convient de mettre en valeur » afin d'encourager le renforcement des principes sur lesquels sont basés d'autres espaces de coopération, à savoir « un développement socioéconomique durable et équilibré », au moyen d'instruments tels que la coordination de la coopération économique et financière, dans le domaine social et culturel, la relance du dialogue et des échanges interculturels, la lutte contre la pauvreté et le racisme, le respect des cultures et des religions, l'amélioration des conditions de santé et du bien-être et la réglementation et la protection de la migration et des droits des migrants, et dans le domaine de la politique et de la sécurité, l'affirmation des valeurs démocratiques et des libertés, le respect des droits de l'homme, la lutte contre le trafic de stupéfiants, la délinquance internationale et la corruption, et la promotion de la sécurité régionale, grâce à l'adoption de mesures de sécurité destinées à créer un espace de paix et de stabilité dans cette zone géographique.

Par ailleurs, l'Union européenne dispose d'importants instruments financiers et exerce une grande activité et une influence politique remarquable pour occuper la place qu'elle mérite sur la scène internationale. En effet, elle souhaite que les principes et les valeurs sur lesquels elle se base soient diffusés au-delà de ses frontières à travers ses politiques et programmes de coopération au développement, afin de jouer dans le monde un rôle qui ne se limite pas seulement à sa politique extérieure et de sécurité<sup>1</sup> commune.

Cette volonté de l'UE se manifeste particulièrement dans les espaces qui constituent ses frontières extérieures, dans la mesure où elle souhaite contribuer à renforcer sur ces territoires des espaces de paix, de sécurité, de stabilité politique et démocratique, de croissance et de prospérité, sur la base d'une relation d'égalité.

L'année prochaine, 15 ans se seront écoulés depuis la tenue de la I<sup>ère</sup> Conférence Euro-méditerranéenne, qui avait permis de franchir un premier pas décisif dans cette direction.

Cette Conférence Euro-méditerranéenne avait compté sur la participation des ministres des affaires étrangères communautaires et des ministres des pays riverains du Sud et de l'Est de la Méditerranée et avait mis en place une politique européenne euro-méditerranéenne, d'intérêt réciproque, qui a progressivement fait face aux défis et a répondu aux intérêts que les parties ont déterminé dans le domaine économique (avec la constitution en 2010 d'une « zone de libre échange »).

---

<sup>1</sup> *Stratégie Européenne de Sécurité et Rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie Européenne de sécurité (S407/08).*

C'est dans ce contexte qu'a été lancé en 1995 le programme MEDA<sup>2</sup>, « principal instrument financier de l'UE pour la création de l'Association Euro-méditerranéenne et de ses activités ». Cela permettait de doter le processus d'un instrument financier pour appliquer « des mesures de coopération visant à aider les pays tiers méditerranéens à reformer leurs structures économiques et sociales et à atténuer les répercussions environnementales du développement économique dans cet espace géographique ».

En 2004, dans le cadre de l'élargissement et en réponse à la volonté d'éviter l'apparition de nouvelles lignes de séparation entre l'Europe élargie et les pays tiers qui constituent les frontières actuelles de l'Union européenne en Méditerranée et dans l'Europe continentale, l'UE a lancé la nouvelle Politique européenne de voisinage<sup>3</sup> (PEV), « qui concerne tous les pays immédiats ayant des frontières maritimes ou terrestres avec l'UE, à savoir : l'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, l'Égypte, la Géorgie, l'Israël, la Jordanie, le Liban, la Lybie, la Moldavie, le Maroc, le Territoire palestinien occupé, la Syrie, la Tunisie et l'Ukraine ». Le voisinage avec la Russie est couvert par l'Association Stratégique<sup>4</sup> » qui porte sur « quatre domaines communs<sup>5</sup> ».

L'Union européenne « offre ainsi à ses partenaires voisins une relation privilégiée, en créant un engagement réciproque dans des valeurs communes : démocratie et droits de l'homme, état de droit, bonne gouvernance, principes d'économie de marché et développement durable. La PEV va au-delà des relations préexistantes pour proposer une relation politique et une intégration économique plus solide dont le degré d'implantation dépend du degré d'engagement des parties dans le partage de ces valeurs ».

### **Contexte normatif des relations des pays de l'entourage avec l'UE**

Des pays de l'entourage des Canaries, des Açores et de Madère, tels que le Cap-Vert, la Mauritanie, le Maroc et le Sénégal, entretiennent des relations privilégiées avec l'UE avec qui ils ont signé d'importants Traités et Accords de coopération.

Dans ce contexte, la Communication de la Commission au Conseil et au Parlement Européen le 24 octobre 2007<sup>6</sup>, concernant le futur des relations entre l'UE et la République du Cap-Vert, propose une Association Spéciale UE-Cap-Vert basée sur l'intérêt de ce pays de se rapprocher progressivement de l'UE notamment des Canaries, des Açores et de Madère. L'Association spéciale prévue se caractérise par une intensification à tous les niveaux des relations entre les deux par le biais d'un Plan d'Action basé sur cinq points essentiels: bonne gouvernance, sécurité et stabilité, intégration régionale avec le reste des pays de la CEDEAO et des RUP, convergence

---

<sup>2</sup> Règlement (CE) n° 1488/96 du Conseil du 23 juillet 1996 relatif à des mesures d'accompagnement financières et techniques (MEDA) des réformes des structures économiques et sociales dans le cadre de la collaboration euro-méditerranéenne.

<sup>3</sup> COM (2003) 104 final, Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - L'Europe élargie - Voisinage: un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud

<sup>4</sup> JOUE L 327 du 28/11/1997

<sup>5</sup> Les domaines couverts sont : Affaires économiques et environnementales ; liberté, sécurité et justice ; sécurité extérieure ; recherche et éducation, y compris les aspects culturels

<sup>6</sup> COM (2007) 641 final

des politiques en matière technique et réglementaire, société de la connaissance et la lutte contre la pauvreté qui sera financé à travers le FED, des programmes thématiques, l'instrument de stabilité, l'instrument pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, l'instrument d'aide humanitaire et des ressources propres de la République du Cap-Vert.

Le FEDER, de même que le FED, pourra cofinancer des projets conjoints à travers le Grand Voisinage prévu dans le Programme de Coopération Transnationale Madère-Açores-Canaries (MAC) 2007-2013, une continuation de l'ancien INTERREG, considérant que les deux fonds peuvent avoir cet objectif commun.

Par ailleurs, le Maroc bénéficie d'un cadre privilégié dans ses relations avec l'Union Européenne et en octobre 2008, il signait un "document conjoint"<sup>7</sup> avec l'UE visant le renforcement des "relations bilatérales/statut avancé" qui répond à la volonté du Maroc d'entretenir une relation qui aille bien au-delà de l'Association et pouvant même devenir une Adhésion. Cette relation privilégiée supposera pour l'Espagne un renforcement stratégique des relations hispano-marocaines avec l'intensification du dialogue politique et "l'intégration progressive" du Maroc sur le marché intérieur de l'UE, "avec un soutien financier approprié et en accord avec l'envergure et le caractère ambitieux de cette nouvelle évolution".

Par ailleurs, aussi bien la Mauritanie que le Sénégal ont voulu faire partie de cette nouvelle vision "d'espaces géographiques de coopération" et ont communiqué leur souhait de participer à l'Action de Grand Voisinage de même que le Cap-Vert, dans le cadre de l'Action de Grand Voisinage prévue dans l'axe 3 du PCT MAC 2007-2013 et qui donne la possibilité d'obtenir des fonds pour leurs Plans Indicatifs Nationaux (PIN) respectifs du Fond Européen de Développement (FED) à la coopération avec ces trois Régions Ultrapériphériques (RUP). Cette possibilité n'exclura pas à l'avenir une éventuelle adhésion au Plan Indicatif Régional (PIR) d'Afrique de l'Ouest pour des projets de coopération qui compteront sur la participation de plusieurs pays ACP qui en bénéficient avec les Régions Ultrapériphériques proches.

Les RUP ne sont pas non plus en marge de cette nouvelle vision du monde avec laquelle travaille l'Union Européenne. En effet, dans la Communication "Renforcer l'association avec les régions ultrapériphériques"<sup>8</sup> la Commission considérait comme l'une des lignes les plus prometteuses pour le futur des RUP "l'insertion régionale de ces dernières dans leurs entourages géographiques respectifs en renforçant les relations économiques, sociales et culturelles". Cette Communication proposait une association renforcée pour les RUP basée sur trois points essentiels: compétitivité, accessibilité et insertion régionale.

La stratégie proposée par la Commission en faveur des RUP en 2004 a fait l'objet de Communications<sup>9</sup> successives, résultat du travail des consultations menées à bien par la Commission dans le cadre du partenariat public et privé avec les RUP et ses États-Membres qui ont su identifier, élargir et compléter le spectre des possibilités offertes par les RUP à l'ensemble de l'Union Européenne dans une réalité changeante.

---

<sup>7</sup>[http://ec.europa.eu/external\\_relations/morocco/docs/document\\_conjoint\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/morocco/docs/document_conjoint_fr.pdf)

<sup>8</sup> COM (2004) 343 final

<sup>9</sup> COM (2004) 343 final, COM (2007) 507 final, COM (2008) 642 final,

Le III<sup>ème</sup> Rapport sur la cohésion économique et sociale de 2004<sup>10</sup> insistait sur la nécessité de mettre en place une Action de Grand Voisinage en faveur des RUP en vue de faciliter la coopération avec les pays tiers, ce qui s'est fait, non sans difficultés, notamment grâce à la concertation entre les fonds FED et FEDER, dans le cadre de l'axe 3 du Programme de Coopération Transnationale (PCT) Madère-Açores-Canaries 2007-2013, "coopération avec des pays tiers et articulation du Grand Voisinage" qui regroupe le Cap-Vert, la Mauritanie et le Sénégal et qui prévoit parmi ses objectifs de relancer le développement d'un espace commun de croissance et d'intégration économique, sociale et culturelle entre les régions ultrapériphériques de la Macaronésie et les pays tiers voisins.

Dans ce sens et en dépit des efforts consentis par les Canaries comme Autorité de Gestion du PCT MAC, les difficultés techniques pour coordonner deux fonds ayant des réglementations propres et différentes (FED et FEDER), montrent qu'une réglementation cohérente est absolument nécessaire avec les objectifs à atteindre tout comme un plus grand engagement de coordination de la part de la Commission Européenne.

De même, dans le cadre de la Politique de Voisinage et comme résultat de cette entente et du dialogue institutionnel renforcé entre les autorités communautaires, nationales, régionales et locales des pays voisins et les Gouvernements Autonomes de Madère, des Açores et des Canaries, le Maroc a communiqué dans son Plan d'Action, "l'intérêt accordé à la coopération transfrontalière comprenant les RUP telles qu'elles sont mentionnées dans la Communication de la Commission de mai 2004" devenu un instrument transitoire avec le "Programme de Coopération Transfrontalier Espagne-Maroc Frontières Extérieures 2008<sup>11</sup>" en vue d'avancer dans l'implantation de l'Instrument Européen de Voisinage et Association dans le cadre de la PEV.

### **Les principales données macro-économiques et le profil commercial des pays et des régions de l'entourage**

L'atonie de la consommation et de l'investissement interne actuelle que connaissent les Régions ultrapériphériques dans leur ensemble, en raison de la conjoncture de l'économie mondiale, fait qu'il soit absolument nécessaire de mettre en place en ce moment et les années à venir une stratégie de croissance en augmentant la demande extérieure, les ventes, les investissements et les exportations à l'extérieur.

Dans ce sens, il convient de souligner le fait que les régions ultrapériphériques de l'Espace Atlantique Euro-africain disposent d'une large offre exportable et deviennent des possibilités d'intérêt réciproque vis-à-vis des pays tiers voisins, concernant les énergies, les machines industrielles, la construction d'infrastructures, d'équipement et de génie civile en général, une expérience en équipements commerciaux ainsi qu'une expérience en matière touristique, sanitaire, traitement des eaux pendant tout son processus et traitement des résidus solides urbains, une formation universitaire et une formation professionnelle en tourisme, commerce,

---

<sup>10</sup> COM (2004) 107 final

<sup>11</sup> Dispose d'une allocation budgétaire de 2.770.947 € distribué entre les trois axes du Programme: promouvoir le développement socio-économique du territoire frontalier, promouvoir la durabilité environnementale du territoire transfrontalier et renforcer la coopération institutionnelle, éducative et culturelle.

industrie agro-alimentaire, télécommunications, logistique et sécurité portuaire et aéroportuaire et les services de conseil en général entre autres qu'il faut mettre en valeur.

- **Les régions ultrapériphériques dans l'espace géographique**

Les Açores, Madère et les Canaries, les régions du Portugal et de l'Espagne respectivement et géographiquement proches de l'Afrique de l'Ouest, font partie du dénommé Espace Atlantique Euro-africain.

El territoire formé par ces régions ultrapériphériques s'étend sur près de 10,6 mil kilomètres carrés et se distribue en petites îles.

La population totale est de 2,5 millions d'habitants, les Îles Canaries étant la région la plus peuplée avec plus de 2 millions d'habitants. Le rythme de croissance de la population totale des régions ultrapériphériques a atteint 2% pendant la période 2000-2007 surtout grâce aux Îles Canaries qui ont connu une augmentation moyenne de l'ordre de 2,5% pendant la période analysée. Il s'agit de régions dotées d'une forte densité de population notamment les Îles Canaries et Madère où la densité de population représente plus du double de la densité moyenne de l'UE27.

Les régions ultrapériphériques des Canaries, des Açores et de Madère se caractérisent par le fait d'avoir un territoire aux dimensions réduites dans leur ensemble et ne représentent même pas 1% de la superficie ou de la population de l'UE27. De ce fait, par exemple, comme cela se reflète sur les tables annexes, les Îles Canaries ne dépassent pas 1,5% de la superficie totale d'Espagne, et Madère et les Açores dans leur ensemble ne dépassent pas 3,4% de la superficie du Portugal.

Les habitants résidant dans cette région ont un pouvoir d'achat moyen de près de 21.604 euros selon la parité du pouvoir d'achat (PPA), soit près de 91% du niveau du revenu moyen par habitant de l'UE27. Parmi les régions analysées, Madère est la région où les habitants ont le niveau de revenu le plus élevé, de l'ordre de 23.100 euros par habitant, soit près de 98% du niveau de revenu moyen de l'UE27 selon les données d'Eurostat pour l'année 2006. Par contre, les Açores présente le niveau du revenu par habitant le plus faible, 16.200 euros, soit 69% de la moyenne de l'UE27.

La conjoncture macro-économique a été très stable et favorable à la croissance dans toutes les régions ultrapériphériques en raison du processus de convergence intense et d'intégration économique qu'a connu l'Union Européenne pendant ces dernières années. En moyenne, pendant la période 1995-2006, le revenu par habitant a augmenté de 5,3% par an dans les régions ultrapériphériques analysées contre 4,4% en moyenne dans l'UE27. Cette différence de croissance a permis la convergence des régions analysées avec le reste de l'UE en termes de revenu par habitant, notamment dans le cas de Madère, on apprécie une amélioration notable considérant qu'il est passé de 80% du revenu par habitant pendant la période 1995-2003 à 98% en 2006, dernière année pendant laquelle la comptabilité régionale d'Eurostat offre des données harmonisées.

Pour ce qui est du Produit Intérieur Brut (PIB), il a atteint 46,9 milliards d'euros (selon le PPA) pour l'ensemble des régions ultrapériphériques constitué par les Canaries, les Açores et Madère, avec une contribution de 83% des Îles Canaries. Le rythme de croissance du PIB a été en moyenne de 7,2% par an pendant la période 1995-2006, un rythme très supérieur à celui de la moyenne de l'UE27 qui a été de 4,7%. Le développement touristique spectaculaire qui a été incontestablement encouragé par les stimulants fiscaux et économiques offerts par le Régime Économique et Fiscal des Canaries (REF) et l'apport de fonds communautaires (Fonds RUP, FEDER, de cohésion) a permis d'obtenir d'importants investissements et, de ce fait, des taux de croissance économique aussi élevés.

La structure productive des Canaries, des Açores et de Madère se caractérise par son importance dans le secteur des services où il représente plus de 80% de la Valeur Ajoutée Brute (VAB), suivi de l'industrie qui apporte 19% de la VAB et l'agriculture qui suppose 1,4% de la VAB. Du point de vue du marché du travail, 74% des employés travaille dans le secteur des services, suivi de 21% dans l'industrie et de 5% dans le secteur primaire. Dans le secteur des services, le secteur touristique constitue le principal moteur de croissance de l'économie avec le secteur du bâtiment. Selon EUROSTAT, les Îles Canaries ont reçu un total de 15.8 millions de touristes durant l'année 2008 tandis que le nombre de passagers entrés à travers des aéroports canariens s'est élevé à 34 millions selon les chiffres d'AENA. Par ailleurs, le nombre de lits disponibles dans les hôtels est de 263.907 en 2007 dans l'ensemble constitué par les Canaries, les Açores et Madère, les Canaries apportant un total de 199.099 lits d'hôtels, 75% du total de lits enregistrés dans Eurostat.

Parmi les secteurs de production, il faut souligner l'importance de l'industrie agro-alimentaire et de raffinage du pétrole. Aux Canaries se trouvent des entreprises d'exportation dans la culture de la tomate, de la banane et des fleurs et plantes ornementales, en plus de productions agraires d'autoconsommation telles que les fruits tropicaux, les légumes verts et les légumes. Dans le cas des Açores, il faut souligner l'élaboration de boissons, de conserves et de tabac en plus de l'élevage bovin qui permet l'exportation des produits laitiers dérivés, notamment la production de fromages, principale industrie agro-alimentaire aux Açores. À Madère, la culture de la vigne joue un rôle important de même que la culture des bananes, des fruits tropicaux et sous-tropicaux (papayes, mangues, ananas, avocats, goyaves et annones, entre autres), et les fleurs.

L'Afrique de l'Ouest représente une grande possibilité pour les Canaries, les Açores et Madère en raison de sa grande proximité. Les Canaries destinent 6,4% de leurs exportations au groupe de pays qui constitue le dénommé Espace Atlantique Euro-africain (la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal, le Cap-Vert et la Guinée Équatoriale), un total de 230 millions d'euros en 2008. Par ailleurs, 7,5% des importations des Canaries provient des pays précités. Comme on le voit sur l'annexe, dans le bloc des pays africains susmentionnés, il faut souligner l'importance des exportations vers le Maroc (173,7 millions d'euros) et la Mauritanie (20,8 millions d'euros), suivi du Cap-Vert (15 millions), de la Guinée Équatoriale (10,7 millions) et du Sénégal (9,9 millions).

Dans le cas de Madère, quoique 53% de ses importations provienne de l'UE, 64,5% de ses exportations est destiné à des pays africains, l'Angola étant la principale destination de ses exportations, de l'ordre de 48% du total et qui, en 2006, ont atteint le chiffre de 28 millions d'euros, c'est-à-dire, à peine 0,6% du PIB de Madère. Parmi les pays du bloc, le Cap-Vert occupe 8,2% des exportations de Madère, avec un total de 2,3 millions d'euros.

Les exportations des Canaries vers les pays africains voisins les plus proches se caractérisent par le fait qu'elles sont très diversifiées et différentes selon le partenaire commercial en question (country-specific). Par exemple, tandis que les Canaries exportent fondamentalement vers le Cap-Vert des biens d'équipement, du matériel mobilier ou des véhicules, dans le cas du Maroc, ce sont plutôt des combustibles et des huiles minérales. Concernant le Sénégal, les exportations des Canaries sont constituées de pétrole, des minéraux bitumineux et de machines pour le bâtiment, tandis que dans le cas de la Mauritanie, les exportations des Canaries sont constituées de gaz de pétrole et d'autres hydrocarbures gazeux, de papier et de carton ou d'appareils électriques de téléphonie. En dernier lieu, les Canaries fournissent à la Guinée Équatoriale des machines, des véhicules automobiles, des tracteurs et de cycles, des graisses, des huiles animales et végétales, des huiles essentielles et des résinoïdes, du poisson, des crustacés et des mollusques ou des produits manufacturés en fonte de fer.

Concernant les importations, les Canaries importent des combustibles et des huiles minérales de la Guinée Équatoriale, des animaux vivants, des récipients pour gaz comprimés ou des parties d'aéronefs depuis le Cap-Vert et surtout des produits de la pêche depuis le Sénégal, la Mauritanie et le Maroc.

- **Le Voisinage africain des régions ultrapériphériques: l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale**

Le Voisinage africain des Régions Ultrapériphériques de l'Espace Atlantique Euro-africain, des Açores, de Madère et des Canaries, se caractérise par la confluence des pays du Maghreb (Le Maroc), des pays de l'Afrique de l'Ouest (Le Cap-Vert, la Mauritanie et le Sénégal) et, dans une large perspective du Voisinage africain, par des pays de L'Afrique Centrale (Guinée Bissau, Guinée Équatoriale et Sao Tomé-et-Principe) ce qui confère à cet espace un caractère singulier considérant qu'il est unique comparé à d'autres espaces de coopération de l'UE.

L'Afrique dans son ensemble se trouve dans un processus global d'intégration économique quoiqu'en ce moment, cela se reflète seulement sur les zones de libre commerce entre des pays membres ou appartenant au même bloc sous-régional. Heureusement, ces processus ont été commencé à peu de kilomètres des côtes des Canaries, des Açores ou de Madère, un fait qui devrait représenter un défi pour nos économies considérant que cela supposerait de plus grandes possibilités de croissance et la possibilité de tirer profit des avantages qu'offrent les économies d'échelle qui permettent de disposer d'un plus grand marché dans les proximités qui ont maintenu dans leur ensemble, des taux de croissance soutenue lors de ces dernières années; Cela contribuera à réduire la pauvreté et les inégalités économiques dans la région contribuant grandement à atteindre les Objectifs du Millénaire.

Le Sénégal, le Cap-Vert, la Mauritanie, le Maroc, la Guinée Équatoriale, l'Angola et S. Tomé-et-Principe sont des pays avec qui les RUP de l'Espace Atlantique Euro-africain entretiennent d'importants liens historiques et constituent un pont commercial vers d'autres pays avec qui les flux commerciaux se sont intensifiés lors de ces dernières années. Concrètement, la Communauté Économique des Pays de L'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), et l'Union du Maghreb. La croissance du

PIB par habitant pendant la période 2000-2007 a atteint un taux annuel moyen de 6% tandis que la population a augmenté de 2,8%.

Concernant la CEDEAO dont fait partie le Cap-Vert, le Sénégal et la Guinée Bissau, il regroupe un total de 261,7 millions d'habitants avec un pouvoir d'achat de 1.720 dollars par habitant et un PIB de près de 487,7 milliards de dollars. Le Nigéria est le pays le plus peuplé avec près de 148 millions d'habitants, la moitié de la population de la CEDEAO. Le Cap-Vert avec 3.499 dollars et le Nigéria avec 2.134 dollars sont les pays ayant le revenu par habitant le plus élevé.

Pour sa part, la CEEAC dont fait partie l'Angola, S. Tomé-et-Principe et la Guinée Équatoriale représente un marché avec un total de 127,6 millions d'habitants ayant un pouvoir d'achat de 1.952 dollars par habitant et un PIB estimé à 249,2 milliards de dollars. La République Démocratique du Congo est le pays le plus peuplé de la CEEAC avec presque la moitié du total de la population. Toutefois, c'est l'Angola qui, en termes de PIB, est le pays le plus important de la CEEAC, avec 37% du PIB total, suivi du Cameroun avec 19%. La croissance du PIB par habitant pendant la période 2000-2007 a atteint un taux annuel moyen de 4,5% et la population une croissance de l'ordre de 2,9%.

En grandes lignes, la structure économique de la CEDEAO et de la CEEC montrent une diversification productive remarquable quoiqu'il existe certaines différences. En premier lieu, le secteur des services est le plus important au sein de la CEDEAO considérant qu'il représente 43% du PIB contre 32% que représente le secteur à la CEEC. En deuxième lieu se trouve le secteur industriel qui est le secteur prédominant à la CEEC avec 47% du PIB de la zone contre 22% qu'apporte le secteur à LA CEDEAO. Par pays, ce qui attire le plus l'attention, c'est le fait que le secteur des services soit aussi important au Sénégal, au Cap-Vert et à S. Tomé-et-Principe, où il dépasse 60% du PIB. Par ailleurs, il faut souligner l'importance capitale du secteur industriel en Guinée Équatoriale et en Angola où il dépasse 80% du PIB.

Excepté le Ghana, le Libéria, la Sierra Leona, la Guinée Équatoriale et Sao Tomé-et-Principe, tous les pays qui constitue les deux blocs appartiennent à l'OMC. Le taux d'exposition au commerce international est élevé dans les deux blocs, ce qui suppose 73% du PIB à la CEDEAO et 89% du PIB à la CEEAC. Par pays, il faut souligner l'importance du secteur extérieur au Libéria, en Angola, à la République du Congo, en Guinée Équatoriale et au Gabon où il dépasse 100% du PIB. En dernier lieu, les tarifs moyens appliqués sont supérieurs dans le cas de la CEEAC, de l'ordre de 17,9% comme terme général comparé au tarif appliqué à la CEDEAO qui est de 12%.

L'UE occupe une place de choix dans les relations commerciales avec les pays des deux blocs accaparant dans la plupart des cas, des parts de marché très importantes aussi bien concernant les achats que les ventes de ces pays à l'extérieur. Si nous analysons les achats à l'extérieur des deux blocs, nous constatons l'importance du Maroc, du Cap-Vert, du Gabon et de Sao Tomé-et-Principe où le quota de l'UE dépasse 50% du total. Concernant les ventes à l'extérieur, nous constatons leur importance au Cap-Vert, en Gambie, et à Sao Tomé -et-Principe où il dépasse 60% du total.

En dernier lieu, aussi bien la CEDEAO que la CEEAC ont reçu un pourcentage très réduit du total d'investissement direct étranger existant dans le monde, à peine 0,8% du total mondial pour les

deux blocs, quoique, lors de ces dernières années, en raison principalement de la découverte et de l'exploitation de matières premières, cette zone soit devenue très attrayante pour les investissements de puissances telles que l'Inde, la Chine et les États-Unis.

En termes de volume, les deux blocs accumulent un total de 384,8 milliards de dollars sous forme d'entrées d'investissement direct étranger, 80% étant destiné à la CEEAC. En termes de revenu par habitant, il existe de grandes différences entre la CEDEAO et la CEEAC, avec un plus grand volume d'investissement par habitant au sein de la CEEAC, soit 2.491,4 dollars par habitant contre 273,8 dollars par habitant au sein de la CEDEAO.

Avec cette perspective, comme nous l'avons ci-dessus indiqué, l'atonie de la consommation et de l'investissement interne actuel que connaissent les régions ultrapériphériques dans leur ensemble, font qu'il soit nécessaire de mettre en place actuellement et pendant les années à venir, une stratégie de croissance en augmentant la demande extérieure, les ventes, les investissements et les exportations à l'extérieur et notre Voisinage africain nous fournit l'espace approprié à cet effet.

- **L'Angola**

L'économie de l'Angola compte une population de 16,8 millions d'habitants et occupe une superficie de 1,2 millions de kilomètres carrés. Le PIB par habitant atteint 6.331 dollars (en parité de pouvoir d'achat), un niveau élevé par rapport à ses voisins les plus proches mais éloigné néanmoins des niveaux de la Guinée Equatoriale (18.000 dollars) ou du Gabon (14.478). Pendant la période 2000-2008, le PIB par habitant a augmenté et a atteint un taux moyen annuel de l'ordre de 10,8%. Quant au degré de développement, le pays se trouve au 157<sup>ème</sup> rang sur un total de 177 pays classés selon l'Indicateur de développement Humain des Nations Unies 2007-2008, et par conséquent, appartient à la zone de Développement Humain Faible.

L'évolution des paramètres clefs tels que l'inflation ou le déficit extérieur n'ont pas été favorables aux habitants de l'Angola. Même si au cours de la période 2000-2008, le PIB a augmenté de l'ordre de 14% en moyenne annuelle, il le faisait dans un contexte d'hyperinflation avec des taux de croissance de prix dépassant largement 100% pendant la période 2000-2002. L'Angola a réduit de manière drastique son taux d'inflation depuis la fin de la guerre pour se situer à 12% ces deux dernières années, comme le montre l'augmentation du prix des produits alimentaires et du pétrole

En grandes lignes, l'*outlook* à moyen terme est positif quant aux prévisions de modération de l'inflation et l'obtention d'excédent fiscal et par compte courant dans un contexte de faible endettement extérieur. Cependant, selon les prévisions du FMI, l'économie angolaise connaîtra une contraction de 3,6% en 2009 pour retrouver le chemin de la croissance, en 2010, dans ce cas de 9,8%. De plus, l'économie angolaise dénote une forte dépendance fiscale des revenus découlant de l'extraction d'hydrocarbures. L'inflation, quant à elle, descendra jusqu'à 8% en 2010, du fait de la contraction de l'année précédente. En outre, les prévisions du FMI tablent sur un excédent public de 2,2% en 2009 et de 3,4% en 2010 et un excédent par compte courant de l'ordre de 3-4% du PIB dans les prochaines années. Le scénario du FMI reçoit des revenus permanents grâce à l'extraction d'hydrocarbures et aux politiques macroéconomiques prudentes ainsi que grâce à l'implantation de réformes structurelles. Si l'on déduisait les revenus issus du pétrole, l'excédent fiscal présenterait un déficit de l'ordre de 48% du PIB. L'excédent par compte

courant commencera à diminuer lorsque les exportations de pétrole atteindront leur pic en 2010. Par ailleurs, le service de la dette publique comme pourcentage des exportations qui atteignait 24% du PIB en 2003, se situera à 14% du PIB dans les prochaines années. La dette extérieure totale suppose 14% du PIB. Par conséquent, l'économie angolaise doit faire face au grand défi qui consiste à parvenir à éliminer sa grande dépendance du secteur pétrolier, notamment la dépendance des finances publiques.

Le principal moteur de l'économie angolaise est constitué de l'exportation du pétrole et des diamants. L'extraction du pétrole constitue la principale activité économique du pays et apporte 59% du PIB. L'exploitation de nouveaux gisements pétroliers situe l'Angola, en 2008, comme le premier producteur de pétrole de l'Afrique Subsaharienne avec une production de 2 millions de barils par jour. L'entrée à l'OPEP en 2007, a renforcé sa position internationale. Quant au gaz, la plupart des réserves découvertes se trouvent dans les gisements de pétrole, entre 70 et 80% de celui-ci est brûlé lors de l'extraction du brut. Seulement 10% de ces réserves est extrait et employé pour l'approvisionnement des plateformes pétrolières, tandis que le reste est réinjecté dans les gisements de pétrole pour en faciliter l'extraction. En ce qui concerne les ressources en minéraux non énergétiques, l'Angola est le quatrième producteur mondial de diamants. Enfin, il existe également d'autres réserves sous-exploitées comme le fer, le charbon, les phosphates, l'uranium, le titane, le cuivre, le manganèse, la bauxite et le nickel.

En dépit d'un potentiel considérable, l'agriculture constitue toujours un secteur absolument sous-exploité, passant d'un pays autosuffisant à importateur de la plupart des produits de base. À l'heure actuelle, les cultures les plus répandues sont le maïs, le manioc, le haricot et le sorgho, et en moindre mesure, le coton, l'arachide, le riz, la pomme de terre et le café. Par ailleurs, le site de pêche angolais est l'un des plus importants de la région, et compte parmi les plus gros exportateurs d'espèces très recherchées (crevette rouge, crevette et crabe royal).

Quant au secteur des services, le tourisme souffre d'un manque évident d'infrastructures qui freine sa croissance. Enfin, la banque, le commerce et la téléphonie sont des secteurs en plein essor et dont on espère un plus grand développement dans les années à venir, de même que pour les compagnies d'assurance.

L'Angola est un pays avec une considérable exposition vers l'extérieur (125% du PIB) et a une vocation manifeste au libre changement. Preuve en est que l'Angola fait partie du GATT depuis le 8 avril 1994, et est membre de l'OMC depuis le 23 novembre 1996. De même, il est membre de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale<sup>12</sup> (CEAAC) qui regroupe les pays de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale<sup>13</sup> (CEMAC). L'Angola fait en plus, partie de la Communauté pour le Développement de l'Afrique du Sud (SADC), une organisation régionale qui regroupe les pays d'Afrique Australe<sup>14</sup> visant l'Union Economique de facto en 2018 (Zone de libre Echange en 2008, Union Douanière en 2010, Marché Commun en 2015, Union Monétaire en 2016 et Monnaie Unique en 2018). Pour l'heure, seule une Zone de Libre Echange a été établie entre l'Angola, la Rép. Dém. du Congo et le Malawi.

<sup>12</sup> L'Angola, le Burundi, le Cameroun, La République Centrafricaine, le Tchad, le Congo, La République Démocratique du Congo, la République de Guinée Equatoriale, le Gabon, São Tomé-et-Principe.

<sup>13</sup> Le Benin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo.

<sup>14</sup> Rép. Dém du Congo, l'Angola, le Botswana, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, l' Ile Maurice, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Les exportations de pétrole supposent 95% du total d'exportations du pays, suivi des diamants (2,5%) et du Gaz Naturel (1%). D'autre part, l'Angola importe essentiellement des biens de consommation (60% du total) suivi de biens de capital (29%) et des biens intermédiaires (11,7%). Parmi ses principaux clients figurent les Etats-Unis et la Chine qui accaparent respectivement 34,9% et 32% du total. Au troisième rang se trouve la France et au quatrième rang les Pays-Bas avec moins de 10% chacune. Quant aux principaux fournisseurs, il faut citer le Portugal avec 18% du total, suivi des Etats-Unis avec 10%, de la Corée du Sud 9,6% et de la Chine 9,5% du total.

La balance commerciale est déficitaire pour l'Espagne. L'Angola importe d'Espagne principalement des automobiles (14% du total), des réacteurs nucléaires, des chaudières et des machines (13%), des machines et appareils électriques (13%), et des boissons, des liquides alcooliques et du vinaigre (8,6%). Les exportations de l'Angola vers l'Espagne concernent essentiellement le pétrole (96%), le poisson, le sel et le soufre, le café, le thé et les produits de fonte.

En dernier lieu, en matière d'investissement direct étranger, le stock d'investissement direct cumulé atteint les 11 milliards 709 millions en 2007, soit un total de 1 milliard 159 millions de moins qu'en 2004. Par secteurs, l'investissement direct étranger est surtout centré sur l'extraction et les infrastructures de transport (routes et chemins de fer), l'électricité et l'assainissement. Dans l'UE est le principal investisseur dans le pays.

- **Le Cap-Vert**

Le marché cap-verdien compte une population de près d'un demi-million d'habitants et possède une superficie de 4 mille Km<sup>2</sup>. Ses habitants ont un pouvoir d'achat élevé comparé à celui des autres pays africains, soit 2.367 euros par habitant contre 1.406 euros par habitant qui représente la moyenne dont disposent les habitants de la CEDEAO. Pendant la période 2000-2007, le PIB par habitant a augmenté et a atteint un taux moyen annuel de 6% alors que l'augmentation de la population a atteint un taux moyen annuel de 3% pendant la même période. En dépit de cette augmentation du pouvoir d'achat, le Cap-Vert occupe le 118<sup>ème</sup> rang parmi les 179 pays figurant sur le classement mondial selon l'Indicateur de Développement Humain élaboré chaque année par l'UNDP et, par conséquent, fait partie des pays considérés comme ayant un niveau de développement humain moyen.

Le Cap-Vert a connu une conjoncture macro-économique très stable et positif: avec une forte croissance du PIB qui a atteint un taux moyen annuel de 6% et une inflation de près de 1,5%. Toutefois, le Cap-Vert a des problèmes structurels comme le démontre le déficit public enregistré pendant la dernière année de l'ordre de 10% du PIB, l'excédent des comptes courants a atteint 12% du PIB en 2008 et la dette extérieure du Gouvernement est de l'ordre de 45% du PIB pendant l'année 2008. Les prévisions du FMI tablent sur une certaine amélioration des principales grandeurs macro-économiques: une légère récupération du taux de croissance du PIB d'environ 6,8%, une modération du taux d'inflation de jusqu'à 2,3%, une légère récupération d'un point de pourcentage sur le déficit jusqu'à 10% du PIB, un excédent stable des comptes courants de l'ordre de 12% du PIB et, en dernier lieu, un niveau inférieur de dette publique extérieure de près de 41,3% du PIB.

Le dynamisme de l'économie Cap-Verdienne provient du secteur du bâtiment et de celui du tourisme. Le secteur touristique représente 25% du PIB et constitue la principale source d'emploi et de croissance économique. En termes de chiffres, le Cap-Vert a reçu 340.000 touristes en 2008, soit 68% de sa population totale. Le développement touristique a été spectaculaire lors des dernières 20 années considérant que sa contribution au PIB est passée de 4% en 1998 à 25% à l'heure actuelle. Le tourisme est un secteur prioritaire pour le Gouvernement comme le démontrent les ambitieuses prévisions en matière d'infrastructures aéroportuaires (construction de nouveaux aéroports internationaux dans les îles de Santiago, Sao Vicente et Maio, ou la privatisation de la compagnie aérienne nationale, *Transports Aériens du Cap-Vert*). La croissance du secteur touristique a créé des synergies dans le reste de l'économie, notamment dans le secteur du bâtiment en ce qui concerne les infrastructures hôtelières et les deuxièmes résidences des ressortissants européens.

Le Cap-Vert est un pays tout à fait intégré au sein des organisations internationales de commerce aussi bien au niveau mondial que régional: membre fondateur de l'OMC depuis l'année 2008 et membre de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le taux d'ouverture commerciale du Cap-Vert atteint 60% du PIB. À l'instar des régions ultrapériphériques, la condition d'insulaire du Cap-Vert constitue un surcoût pour les familles et les entreprises installées dans les îles. De même, sa forte dépendance de l'extérieur en font un potentiel acheteur dans pratiquement tous les secteurs depuis les produits agricoles jusqu'aux produits manufacturés notamment les combustibles et les huiles minérales (59% du total importé), les engins et les appareils mécaniques ou les biens d'équipement (5,4%) suivis des véhicules automobiles, du matériel électrique et du fer. Les principaux produits exportés par le Cap-Vert sont les poissons et les crustacés (24% en 2007), suivis des vêtements et des chaussures, principales industries manufacturées du pays.

La balance commerciale est excédentaire pour l'Espagne qui est le quatrième fournisseur du pays quoique loin derrière le premier fournisseur qui est le Portugal. En 2008, les principaux produits exportés depuis l'Espagne vers le Cap-Vert ont été des biens d'équipement (26%), du matériel mobilier (12%), des véhicules (9%), des matières plastiques (5%) et des appareils électriques (4%). Par ailleurs, l'Espagne a occupé le quatrième rang parmi les clients du Cap-Vert notamment concernant les importations depuis l'Espagne de poissons et de crustacés (77%) et de vêtements et d'accessoires (17%). Pour ce qui est des Canaries, la relation bilatérale est excédentaire et de plus en plus intense. Selon les données du Gouvernement des Canaries, en 2008 le volume des importations vers le Cap-Vert depuis les Canaries a atteint 15 millions d'euros contre 37 mille euros approximativement qu'a représenté le volume des exportations depuis le Cap-Vert vers les Canaries. Concernant l'année 2007, les exportations des Canaries vers le Cap-Vert ont augmenté de 49%. Par secteurs, les exportations des Canaries vers le Cap-Vert se sont fondamentalement basées sur le secteur de l'automobile et le matériel de construction (tuyau et accessoires de tuyaux en plastique) tandis que les exportations du Cap-Vert vers les Canaries se sont basées sur les animaux vivants, les récipients en aluminium pour les gaz comprimés ou liquéfiés et le verre.

La proximité des régions ultrapériphériques européennes, l'avantage linguistique avec le Portugal (Açores et Madère), tout comme le fait d'avoir le même climat font que depuis quelques années, l'Espagne et le Portugal se trouvent parmi les principaux pays fournisseurs et investisseurs au

Cap-Vert. Selon l'OMC, l'UE est la principale partenaire commerciale du Cap-Vert, accaparant ainsi 79% des importations Cap-Verdiennes et 60% de ses exportations. Le Brésil qui représente 6% de ses importations occupe la deuxième place tandis que le second partenaire commercial concernant les exportations est la Côte d'Ivoire qui reçoit 31% des exportations Cap-Verdiennes. Concernant l'investissement direct étranger, l'UE joue un rôle prépondérant. Selon les données de 2007, l'Italie, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et le Royaume-Uni ont occupé les premiers rangs dans cet ordre. Le Portugal a représenté 31% du total (256 millions d'euros) contre 13% pour l'Espagne (108 millions).

En 2007, le flux d'entrée de l'investissement direct étranger (IDE) a atteint le chiffre de 113 millions d'euros, soit 13% du PIB selon l'UNCTAD. En termes cumulés, l'IDE reçu par le Cap-Vert est de 513 millions d'euros, soit 60% du PIB. Au sien de la CEDEAO, le Cap-Vert est le pays qui reçoit le plus grand nombre d'entrée d'investissement direct étranger aussi bien en termes de revenu par habitant qu'en pourcentage du PIB. Par secteurs, près de 90% du flux d'investissement étranger au Cap-Vert a été destiné au secteur du tourisme tandis que les 10% restants ont été destinés au secteur du bâtiment, aux travaux publics et à la distribution commerciale. En dernier lieu, il faut souligner le fait que l'objectif du Gouvernement est de créer une Zone Économique Spéciale avec une faible ou inexistante pression fiscale dans le but de mettre en place une plateforme capable d'attirer l'investissement direct dans le secteur de la distribution et de la logistique.

En dernier lieu, il existe une relation aussi bien institutionnelle qu'entrepreneuriale constante et fluide entre les régions ultrapériphériques et le Cap-Vert. La "Foire de la Macaronésie" qui a lieu tous les deux ans et à laquelle participent des entreprises des archipels du Cap-Vert, des Canaries, des Açores et Madère, en est la preuve.

- **La Guinée équatoriale**

L'économie équato-guinéenne continue de connaître une transformation substantielle, aussi bien sur le plan social qu'économique, à la suite des découvertes de gaz et de pétrole au début des années 1990. Ce pays possède une superficie de 28 000 km<sup>2</sup> et une population de 1,2 million d'habitants, qui a le revenu par habitant le plus élevé de la région, avec 12 198 euros. Durant la période 2000-2007, le PIB par habitant de la Guinée Equatoriale a affiché une croissance fulgurante, à un taux moyen de 21 %, ce pays étant devenu un des moteurs de croissance de la région d'Afrique centrale. La population n'a augmenté que de 3,4 % pendant la période prise en compte. Pour autant, le pays occupe le 115<sup>ème</sup> rang parmi les 179 pays classés selon l'indicateur de développement humain élaboré par le PNUD et de ce fait, appartient au groupe de pays ayant un niveau de développement humain moyen. Par conséquent, les rythmes de croissance atteints jusqu'à présent n'ont pas été suffisants pour réduire les taux de pauvreté élevés que connaît le pays.

La conjoncture macro-économique se distingue par une volatilité élevée, avec une évolution très positive en termes de croissance. Selon le FMI, le PIB de la Guinée Equatoriale a progressé de 21,4 % en termes réels en 2007, soit une hausse remarquable par rapport à celle de 2006 (1,3 %) mais similaire à celle enregistrée en 2004 (38 %). Les niveaux d'inflation sont élevés, en raison de l'évolution du prix des matières premières, le taux de croissance des prix à la consommation ayant atteint une moyenne de 5,7 % pendant la période 2000-2007. Les comptes publics ont présenté un excédent de 19 % du PIB en 2007, essentiellement grâce aux recettes du pétrole. Si l'on ne prend pas en compte ces revenus et si l'on élimine la part du PIB liée au secteur pétrolier, l'excédent budgétaire se transforme en un déficit de l'ordre de 50 % du PIB. L'essor du secteur pétrolier a donné lieu à une balance commerciale excédentaire, bien que les importations aient augmenté de façon exponentielle depuis le début des années 1990, grâce à la demande du secteur pétrolier. Au final, la Guinée Equatoriale présente un excédent des comptes courants de l'ordre de 11,4 % du PIB.

Cette croissance extraordinaire des revenus et du PIB permet au pays d'afficher des taux d'endettement les plus bas des pays de l'union monétaire des pays francophones. Plus précisément, la dette publique (outstanding medium- and long-term public debt) n'atteint pas 1 % du PIB, tandis que le ratio du service de la dette sur les exportations (debt service-to-exports) s'élève à 7 %. Cependant, les perspectives macro-économiques publiées par le FMI pour les deux années à venir ne sont guère brillantes : maintien d'une inflation relativement élevée (5 %), recul du PIB de l'ordre de 5,4 % en 2009 et de 2,8 % en 2010 ; et un déficit des comptes courants de 5,3 % du PIB, contre un excédent de l'ordre de 7 % lors des deux années précédentes.

Actuellement, la Guinée Equatoriale est le troisième producteur de pétrole de l'Afrique subsaharienne après le Nigeria et l'Angola et produit plus de barils par habitant que l'Arabie Saoudite. D'après la BP Statistical Review, le pays produisait 363 000 barils/jour en 2007, soit 1,6 % de la production mondiale, tandis que la compagnie pétrolière locale Gepetrol estimait en 2008 une production de 329 000 barils/jour. Cela représente environ 85 % du PIB, 98 % des exportations et 90 % des revenus du gouvernement. Le secteur de l'extraction d'hydrocarbures (pétrole, gaz naturel, méthane et autres) est donc le moteur de croissance de l'économie équato-guinéenne, représentant 73,8 % du PIB, contre 11,6 % pour le secteur manufacturier (dérivés du pétrole) ou 7,9 % pour le bâtiment. En revanche, le secteur primaire (comprenant l'agriculture et la pêche et excluant les hydrocarbures) est en retrait. Ce secteur ne représente actuellement que 2,6 % du PIB, la survie de certaines cultures principales comme le café ou le cacao étant menacée. Dans le secteur secondaire, le bâtiment et les produits manufacturés dérivés du pétrole sont les deux piliers de croissance principaux. Enfin, le secteur des services est très peu développé et représente une part très réduite dans l'ensemble de l'économie (2,7 % du PIB).

La Guinée Equatoriale négocie en ce moment avec l'UE la signature d'un Accord de partenariat économique (Economic Partnership Agreements). La Guinée Equatoriale est membre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), et applique donc aux importations provenant de pays tiers un droit de douane commun. Cependant, elle n'appartient pas à l'OMC, où elle a le statut d'observateur. En termes d'ouverture commerciale, le ratio des exportations et des importations s'élève à 84 % du PIB en Guinée Equatoriale selon l'OMC. Le commerce extérieur a connu une progression significative pendant la période 2000-2007, avec

un taux de croissance annuel moyen de 18 %, tant dans le domaine des exportations que des importations. Les principaux secteurs importateurs sont l'industrie pétrochimique et le secteur énergétique, qui importent des machines et des équipements industriels pour la réalisation de leur activité, l'extraction d'hydrocarbures. Parmi les principaux produits exportés, nous trouvons les combustibles et les huiles minérales, les produits de distillation et les matières bitumineuses.

D'après l'Institut espagnol du commerce extérieur (ICEX), l'UE reste le partenaire commercial préférentiel de la Guinée Equatoriale, autant sur le plan de ses achats que de ses ventes à l'extérieur. En 2007, ce pays a importé des pays de l'UE des biens et des services d'une valeur approximative de 419 millions d'euros, contre 174 millions importés des Etats-Unis ou 77 millions de la Côte d'Ivoire, le troisième fournisseur du pays. Quant aux exportations de la Guinée Equatoriale, le volume destiné à des pays de l'UE a atteint 2,264 milliards d'euros en 2007, contre 1,358 milliard vers les Etats-Unis ou 1,238 milliard vers la Chine, le troisième client du pays.

Traditionnellement, l'Espagne avait toujours été le principal partenaire commercial de la Guinée Equatoriale. Cependant, l'Espagne a vu sa part de marché diminuer depuis les années 1990 en faveur des Etats-Unis, qui sont actuellement le principal pays partenaire, aussi bien pour les exportations de pétrole de la Guinée Equatoriale que pour ses importations de machines et d'équipements industriels. L'Espagne est le deuxième pays fournisseur de la Guinée Equatoriale et son troisième client, après les Etats-Unis et la Chine.

La balance commerciale a toujours été défavorable à l'Espagne. Par catégorie de produit, les hydrocarbures représentent 99 % des achats de l'Espagne à la Guinée Equatoriale, tandis que les ventes espagnoles les plus importantes sont les boissons et alcools, suivis des automobiles et de leurs accessoires, ainsi que de parties mécaniques pour l'automobile. L'Espagne lui achète également, bien que dans de moindres proportions, du bois et des ouvrages en bois, ainsi que du cacao et des préparations à base de cacao. En matière d'investissements, la présence espagnole y est très limitée.

Dans le domaine de la pêche, les principaux pays qui opèrent dans les eaux équato-guinéennes sont l'Espagne, le Nigeria et surtout la France, les navires de pêche français ayant généralement leur port d'attache dans le pays voisin, le Gabon. Les principales captures sont le thon en haute mer et les crevettes, les langoustes et les langoustines dans les eaux côtières. Paradoxalement, il existe un énorme déficit d'offre de poissons et de produits de la pêche en Guinée Equatoriale, où les importations de poisson surgelé constituent la pratique habituelle.

Quant aux relations bilatérales avec les Canaries, le volume d'exportations équato-guinéennes destiné aux Canaries a atteint 1,110 milliard d'euros en 2008, étant composé entièrement de combustibles et d'huiles minérales. Les importations équato-guinéennes provenant des Canaries ont atteint 10,7 millions d'euros et représentent principalement les importations de réacteurs nucléaires, de chaudières et de machines (36 %), de véhicules automobiles, tracteurs et cycles (22 %), de graisses et d'huiles animales ou végétales (16 %), d'huiles essentielles et résinoïdes (4 %) de poissons, crustacés et mollusques (4 %) et d'ouvrages en fonte de fer (4 %).

Logiquement, les investissements se concentrent dans le secteur de l'extraction d'hydrocarbures. D'après les chiffres de la CNUCED, la Guinée Equatoriale a reçu en 2007 un total de 2,762

milliards d'euros sous forme d'investissements directs (IDE), soit environ 1 % de son PIB. Quant au volume d'IDE cumulé, il représente 17,190 milliards d'euros, soit 94 % du PIB, un chiffre considérable en comparaison avec le volume d'IDE cumulé au Maroc, qui s'élève à 1,753 milliard, ou encore en Mauritanie, où il ne dépasse pas 103 millions d'euros.

- **Le Maroc**

Le marché marocain compte 31 millions d'habitants, qui ont un pouvoir d'achat relativement élevé (2 943 euros) par rapport aux pays voisins, et s'étend sur une superficie de 447 000 km<sup>2</sup>. Le PIB par habitant a augmenté en moyenne de 6 % par an pendant la période allant de 2000 à 2007, contre un taux de croissance annuel moyen de la population de 1,8 %. Pour autant, le Maroc occupe le 127<sup>ème</sup> rang parmi les 179 pays classés selon l'indicateur de développement humain élaboré par le PNUD et, de ce fait, appartient au groupe de pays ayant un niveau de développement humain moyen. Par conséquent, les rythmes de croissance atteints jusqu'à présent n'ont pas été suffisants pour réduire les taux de pauvreté élevés que connaît le pays.

L'économie marocaine a connu pendant ces dernières années une conjoncture macroéconomique très stable et propice. De fait, elle a été la plus longue dans l'histoire du pays. Mais le Maroc souffre de problèmes structurels liés à sa forte dépendance des revenus des privatisations et au manque de compétitivité. Pendant la période 2000-2007, le PIB marocain a augmenté à un rythme annuel moyen de 4,6 % dans un contexte de faible inflation, inférieure à 2 %. De même, les finances publiques ont enregistré un excédent de l'ordre de 0,7 % du PIB en 2008. Le déficit des comptes courants reste relativement réduit, de l'ordre de 2 % du PIB et la dette extérieure du pays se trouve à un niveau très proche de celui des pays voisins qui est de 21 % du PIB. Selon les prévisions du FMI pour les deux années à venir, les perspectives macroéconomiques prévoient dans le cas du Maroc une modération de l'inflation (à 2,9 %), une légère récupération du taux de croissance du PIB (5,8 %) et la stabilité du déficit des comptes courants (-1,8 % du PIB) et du niveau de dette extérieure (19,75 %). En matière fiscale, le FMI estime que le gouvernement enregistrera un déficit de l'ordre de 0,7 % du PIB en 2009, avant d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2010.

Le secteur de l'industrie et des services a connu une croissance importante ces dernières années, au détriment du secteur agricole. Le secteur industriel est en plein essor grâce au dynamisme remarquable du secteur de l'énergie, des mines et du bâtiment. Le secteur minier bénéficie d'une demande extérieure soutenue et de prix élevés, en particulier pour les dérivés de phosphates, dont le Maroc est le premier exportateur du monde, détenant les 3/4 des réserves mondiales. Le bâtiment connaît un dynamisme notoire, grâce aux grands travaux d'infrastructure en cours (autoroutes, routes, ports, etc.) et au développement touristique. L'industrie manufacturière marocaine produit actuellement 1/3 du PIB, avec l'industrie chimique au premier rang, suivie du secteur agroalimentaire et du textile, ce dernier étant cependant le plus important en termes d'emploi. Les industries du textile, de l'habillement, des chaussures et du cuir produisent plus de 15 % de la production industrielle et près de 40 % des exportations du Maroc et emploient environ 50 % de la population active occupée dans l'industrie. Quant à l'industrie agroalimentaire, secteur essentiel dans l'économie marocaine, elle produit près de 35 % du total de la production des industries de transformation, ses exportations représentent 20 % des exportations industrielles et elle emploie directement 19 % de la population active occupée dans l'industrie (88 000 personnes).

Le secteur des services a connu un développement remarquable ces dernières années, notamment concernant l'activité commerciale (grandes surfaces et franchises) et l'activité touristique qui constitue l'un des principaux moteurs de croissance de l'économie marocaine. En 2001, le gouvernement a lancé un programme ambitieux baptisé « Vision 2010 », dont l'objectif est de parvenir au chiffre de 10 millions de touristes en 2010 et qui prévoit un plan d'infrastructures très solide (Plan Azur pour les stations balnéaires), des aides à la rénovation et à la modernisation des hôtels existants et des accords stratégiques pour l'ouverture de l'espace aérien, qui ont permis d'inaugurer en 2004 et en 2005 des vols directs entre diverses villes européennes (dont Madrid et Barcelone) et Marrakech, Fès et Agadir.

Le Maroc a démarré son processus d'ouverture en 1987 avec l'adhésion au GATT, puis à l'OMC en 1994. En 1996, le Maroc a signé un Accord d'Association avec l'UE pour établir de façon progressive une zone de libre échange de biens industriels, avec un démantèlement douanier qui a commencé en 2000 et prendra fin en 2012. En matière d'agriculture, les négociations ont démarré au début de l'année 2002, débouchant en octobre 2003 sur la signature du nouvel accord agricole entre le Maroc et l'UE, visant à libéraliser le secteur. Dès lors, environ 97 % des exportations agricoles du Maroc bénéficient de l'accès au marché intérieur européen, contre 67 % des exportations de l'UE à destination du Maroc.

En plus de l'UE, le Maroc a signé en 2004 des accords avec les Etats-Unis et la Turquie, ainsi que le dénommé Accord d'Agadir. Le premier d'entre eux a institué, à partir de 2006, l'élimination immédiate des droits de douane grevant 95 % du commerce bilatéral de biens industriels et de consommation et 99 % des exportations marocaines de biens industriels. Quant à l'Accord d'Agadir, signé en 2001 par les gouvernements de l'Egypte, de la Jordanie, de la Tunisie et du Maroc, il vise à créer une zone de libre échange entre les pays arabes de la Méditerranée, sur la base des accords d'associations signés par chaque partie avec l'UE. Le Maroc bénéficie par ailleurs d'accords préférentiels réciproques avec les pays suivants : l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, la Tunisie, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, l'Irak, la Jordanie, la Guinée, le Sénégal, le Soudan, la Corée du Sud, la Chine, la Malaisie et la Colombie.

Les importations du Maroc concernent essentiellement des produits énergétiques et des lubrifiants, notamment l'huile brute de pétrole, qui occupe la première position, suivie dans l'ordre par les machines et appareils divers, le gaz de pétrole et autres hydrocarbures, les produits en fonte et en acier, les automobiles et les produits chimiques.

Le principal partenaire commercial du Maroc est l'UE, qui représente 73 % des ventes marocaines à l'extérieur et 52 % de ses achats à l'extérieur. Loin derrière se trouvent les Etats-Unis concernant les importations marocaines (avec une part de 8 % seulement) et l'Inde concernant les exportations marocaines (avec 3,8 %). Au sein de l'UE, la France est le principal partenaire commercial du Maroc, avec 18 % du total des importations et 32 % du total des exportations marocaines. À noter en particulier l'importance croissante de la Chine parmi les pays fournisseurs depuis 2005.

Les importations marocaines de produits espagnols se caractérisent par une grande diversité, mais se concentrent surtout sur les matières textiles, les produits chimiques, le matériel électrique, le conditionnement et les emballages et les produits sidérurgiques. Quant aux

exportations du Maroc vers l'Espagne, elles sont principalement constituées par le secteur textile et de l'habillement, les poissons, mollusques et crustacés frais et surgelés, le matériel électrique, les produits non transformés et les produits horticoles frais et surgelés. Par ailleurs, les importations espagnoles de phosphates provenant du Maroc sont particulièrement importantes. Enfin, dans le secteur du tourisme, l'Espagne s'est consolidée depuis quelques années comme le deuxième marché émetteur vers le Maroc, alors que l'Espagne est la première destination touristique à l'étranger pour les Marocains, suivie des Etats-Unis, du Canada, de la France et de l'Italie.

D'après les chiffres de la CNUCED, le Maroc a reçu en 2007 un total de 1,753 milliard d'euros sous forme d'investissements directs étrangers (IDE), soit environ 3,5 % du PIB. En termes cumulés, le stock d'IDE atteint au Maroc 22,124 milliards d'euros, soit 44 % de son PIB. Le stock d'IDE par habitant a atteint 705 euros en 2007, un niveau nettement supérieur à celui des pays voisins comme la Mauritanie (417 euros) ou le Sénégal (30 euros). Pendant la période 1997-2002, l'investissement direct a été essentiellement destiné au secteur des télécommunications (51,5 %) et à l'industrie (14,6 %) et dans une moindre mesure à la banque (8,1 %), à l'énergie et aux mines (5,6 %), au pétrole (4,7 %), et au secteur immobilier (4,4 %).

Le Maroc a toujours été un endroit très attrayant pour les investissements espagnols. On estime qu'un total de 700 entreprises espagnoles sont installées au Maroc. En règle générale, les investissements espagnols se sont concentrés ces dernières années dans le secteur électrique et dans l'industrie agroalimentaire, bien que le secteur des assurances, de l'immobilier et du tourisme occupent une place de plus en plus importante. Les investissements marocains en Espagne sont encore très rares et se sont focalisés dans le secteur du commerce, de l'immobilier, de l'industrie textile, du cuir, de la chaussure, de la maroquinerie et de la pêche.

- **La Mauritanie**

Le marché mauritanien compte un total de 3 millions d'habitants et possède une superficie qui s'étend sur plus d'un million de kilomètres carrés, la découverte de gisements de pétrole et de gaz et l'augmentation du prix du pétrole et du fer sur les marchés mondiaux (deux des principales exportations du pays) ont permis à ses habitants de connaître une croissance économique durable pendant ces dernières années. Toutefois, à l'heure actuelle, le niveau du revenu par habitant est relativement faible comparé au reste des pays de son entourage (1.388 euros). De même, en dépit d'une croissance moyenne annuelle de 4,4% du niveau du revenu par habitant pendant la période 2000-2007, le pays occupe le 140<sup>ème</sup> rang parmi les 179 pays classés suivant l'Indicateur de Développement Humain élaboré par l'UNDP et, de ce fait, appartient au groupe de pays ayant un niveau moyen de développement humain.

La Mauritanie a connu pendant ces dernières années une conjoncture macro-économique très stable et favorable. La découverte de gisements de pétrole et de gaz et l'augmentation du prix du pétrole et du fer sur les marchés internationaux ont permis à l'économie mauritanienne de connaître une croissance moyenne supérieure à 4% pendant la période 2000-2007. Concernant les finances publiques, la Mauritanie présente un important excédent fiscal, de l'ordre de 29% du PIB, provenant des revenus dérivés du pétrole. La balance des comptes courants présente un important excédent, de l'ordre de 29% du PIB. Comme aspects assez défavorables, le pays possède une dette extérieure élevée de 59%, des niveaux d'inflation élevés, de 7,6% en

moyenne pendant la période 2000-2007. De même, si l'on ne prend pas en compte les revenus dérivés du pétrole, le pays présente des comptes publics avec un déficit fiscal, de l'ordre de 9,8% du PIB, selon le FMI. Pour les prochaines années, les prévisions du FMI tablent sur une décélération des taux d'inflation (jusqu'à 5%) et sur une accélération du taux de croissance du PIB qui pourrait atteindre 4,7% en 2010. Concernant les finances publiques, le FMI prévoit un déficit de 8,4% du PIB pour 2009-2010, sans compter l'aide officielle et les revenus dérivés du pétrole. Si nous prenons en compte tous les revenus dérivés du pétrole, le déficit représenterait un excédent de près de 3,7% du PIB en moyenne pendant 2009-2010. De même, une réduction considérable de la dette extérieure pouvant atteindre des niveaux qui avoisinent 57% du PIB est prévue.

Concernant les secteurs de production, le secteur primaire a perdu son importance en faveur des industries d'extraction, notamment les industries d'extraction du fer et du pétrole. L'agriculture connaît des conditions climatologiques très peu favorables et une faible disponibilité en eau. Près de 90% de la superficie est désertique et seul 1% de la terre peut être régulièrement cultivée, c'est pourquoi, l'agriculture ne dispose pas d'une base solide pour se développer. Par ailleurs, le sous-secteur de la pêche représente l'une des plus grandes entrées de devises dans le pays quoique sa contribution au total des exportations soit limitée. Concernant le secteur des services, il a de faibles répercussions sur l'économie considérant que, excepté sa présence dans le secteur des télécommunications, il existe très peu d'entreprises de services, le commerce représentant le secteur traditionnel. La Mauritanie importe pratiquement tous les services de conseil, d'ingénierie et des télécommunications en ayant recours à la sous-traitance d'entreprises étrangères. Le sous-secteur du tourisme possède un grand potentiel quoiqu'il soit très peu développé. La Mauritanie possède des zones dotées d'un grand potentiel touristique (désert, réserves naturelles, villes anciennes déclarées patrimoine de l'humanité) mais elle rencontre des goulots d'étranglement concernant ses infrastructures hôtelières ou ses moyens de transport. Selon les sources locales, le nombre de touristes pendant la saison touristique 2006-2007 (d'octobre à avril) a été de 15.000, la plupart étant d'origine française.

La Mauritanie est membre de l'OMC depuis le 31 mai 1995 ce qui fait qu'elle donne le statut de Nation la plus Favorisée à tous ses partenaires commerciaux. De ce fait, tous les accords multilatéraux de l'OMC sont, en principe, obligatoires pour la Mauritanie. L'évolution du commerce extérieur de la Mauritanie montre la même tendance en hausse depuis la prospection des produits pétroliers et miniers, comme le démontre le taux d'ouverture commerciale qui est passé de 69% en 2004 à 119% en 2007, notamment grâce aux importations croissantes de machines pour l'industrie d'extraction. Mis à part les revenus dérivés du pétrole, la Mauritanie présente un déficit structurel de l'ordre de 9% du PIB.

Le principal secteur exportateur de la Mauritanie est le secteur du fer suivi du secteur du pétrole et de la pêche. De même, il faut souligner l'importance de la production et de l'exportation du cuivre. Le reste des marchandises exportées font partie des processus de réexportations dans le domaine du commerce régional, excepté les peaux et le cuir qui sont des produits locaux. Concernant les exportations, le secteur agro-alimentaire et les produits de première nécessité tels que les céréales ou le lait, font partie de ses principaux achats. Hormis les biens d'équipement pour la prospection et l'extraction du pétrole, les importations qui ont le plus augmenté lors de ces cinq dernières années sont les préparations alimentaires, la semoule, la farine de blé, les ciments hydrauliques, les machines et les appareils d'élévation, les machines et

les appareils mécaniques dotées de fonction propre, les engrais nitrogènes et les produits pétroliers.

L'UE représente le principal partenaire commercial de la Mauritanie aussi bien en ce qui concerne le pourcentage des exportations qu'en ce qui concerne les importations mauritaniennes. Concrètement, 76% des exportations mauritaniennes sont destinées à un pays de l'UE tandis que 43% des importations mauritaniennes proviennent des pays de l'UE. La seconde place est occupée par les États-Unis en ce qui concerne les importations mauritaniennes (8% du total) et le Japon en ce qui concerne les exportations mauritaniennes (145), dans les deux cas, loin derrière les quotas commerciaux de l'UE. Par pays, l'Italie, l'Espagne, la France et l'Allemagne représentent plus de la moitié de la valeur des exportations mauritaniennes. Par ailleurs, il faut souligner l'importance de l'augmentation exponentielle entre 2005 et 2007 des exportations vers la Chine et le Japon, la Chine absorbant la plus grande partie de la production de fer et de pétrole de la Mauritanie et le Japon celle du poisson et de la pieuvre.

Le solde de la balance commerciale montre un solde traditionnellement déficitaire pour l'Espagne mais en hausse pendant les dernières années considérant le grand nombre de licences de pêche obtenues par l'Espagne à l'occasion de la modification de l'Accord de Pêche souscrit entre la Mauritanie et l'UE en juillet 2006. L'Espagne exporte essentiellement vers la Mauritanie des combustibles (hydrocarbures) en plus des biens d'équipement électriques, des véhicules et des machines pour le secteur du bâtiment. Les principales importations espagnoles provenant de la Mauritanie sont le fer et les produits du secteur de la pêche.

La relation commerciale bilatérale avec les Canaries est déficitaire pour la Mauritanie. Le volume des exportations mauritaniennes destiné aux Canaries pendant l'année 2008 a atteint le chiffre de 30,9 millions d'euros alors que les importations mauritaniennes provenant des Canaries ont été de 20,8 millions d'euros. Ces données supposent une réduction de près de 22% aussi bien des importations que des exportations. Par secteurs, les importations mauritaniennes provenant des Canaries sont essentiellement représentées par le gaz de pétrole et les autres hydrocarbures gazeux tandis que les exportations mauritaniennes vers les Canaries sont représentées par les produits de la pêche.

En dernier lieu, les relations institutionnelles entre le Gouvernement des Canaries et le Gouvernement de la Mauritanie se sont considérablement intensifiées depuis Mars 2007 à la suite de la présentation à Nouakchott d'un aperçu du futur Plan d'Action de Grand Voisinage qui a été dès lors développé de façon conjointe entre les deux gouvernements. En termes commerciaux, en 2007 les exportations mauritaniennes vers les Canaries ont atteint le chiffre de 31 millions d'euros contre 21 millions qu'ont représenté les importations mauritaniennes provenant des Canaries, selon les données disponibles au Gouvernement des Canaries à travers VEXCAN. Par catégorie de produit, alors que les Canaries exportent vers la Mauritanie principalement du gaz de pétrole et d'autres hydrocarbures gazeux, (11% du total) en plus du papier et du carton (4,2%) ou des appareils électriques de téléphonie (3,5%), la Mauritanie exporte vers les Canaries essentiellement des produits du secteur de la pêche (93% du total).

Les opérations d'investissement direct les plus importantes sont incontestablement la prospection et l'exploitation du pétrole *offshore*. Selon les données de l'UNCTAD, en 2007 le flux d'entrées d'investissement direct étranger (IDE) a atteint 103 millions d'euros, soit 5,4% du PIB. En termes cumulés, le stock d'IDE suppose pour la Mauritanie 67% du PIB, près de 1.287 millions d'euros. Comparé aux autres pays voisins, le stock d'IDE par habitant en Mauritanie qui est de 413 euros, dépasse par exemple le niveau existant dans d'autres pays voisins comme l'Algérie (236 euros) ou l'Égypte (453 euros) mais se trouve encore très loin derrière d'autres pays tels que la Tunisie (1.718 euros) ou le Maroc (704 euros).

Il n'existe pas de grands investisseurs espagnols en Mauritanie et les investisseurs existants se concentrent majoritairement dans le secteur de la pêche. En matière de tourisme, la Mauritanie est en plus une destination peu connue en Espagne et le nombre de touristes espagnols est encore très réduit. En contrepartie, les Mauritaniens qui voyagent en Espagne se rendent principalement aux Canaries et pour des raisons commerciales ou pour des raisons de santé ce qui fait qu'on ne peut pas considérer la Mauritanie comme un client important pour le secteur touristique espagnol.

- **Sao Tomé-et-Príncipe**

L'économie de S. Tomé-et-Príncipe se caractérise par une grande ouverture sur l'extérieur, par le fait d'avoir un territoire réduit et par le fait d'avoir une faible diversification en matière d'exportations. Le pays compte une population de 160.000 habitants et occupe une superficie de 1.000 Kilomètres carrés. Le PIB par habitant atteint les 1.749 dollars (en parité de pouvoir d'achat), donc très inférieur aux niveaux des pays voisins comme la Guinée Equatoriale (18.000 dollars), le Gabon (14.478 dollars) ou l'Angola (6.331 dollars). Au cours de la période 2000-2008, le PIB par habitant a augmenté et a atteint un taux moyen annuel de l'ordre de 6,6%. Quant au degré de développement, le pays se trouve au 123<sup>ème</sup> rang parmi un total de 177 pays classés selon l'Indicateur de développement Humain des Nations Unies 2007-2008 et, de ce fait, appartient à la zone de Développement Humain Moyen.

L'évolution des paramètres clefs tels que l'inflation ou le déficit extérieur n'ont pas été favorables aux habitants de S. Tomé-et-Príncipe. Même si au cours de la période 2000-2008, le PIB a augmenté de l'ordre de 8% de moyenne annuelle, il le faisait dans un contexte d'hyperinflation galopante, avec des taux de croissance de prix de l'ordre de 15%. En 2008, l'inflation moyenne se situait à 26% après avoir enregistré un taux de 18,5% en 2007, reflet de l'augmentation des après-prix des produits alimentaires et du pétrole, des augmentations des tarifs de l'électricité, la dévaluation de la monnaie (DOBRA) surtout par rapport à l'euro, principale monnaie de ses importations.

À moyen terme, l'économie de Sao Tomé-et-Príncipe dépend énormément des exportations de pétrole et des revenus en découlant, qui font aujourd'hui l'objet d'une grande incertitude. De plus, le pays doit faire face au défi de maintenir une durabilité fiscale et en matière de dette extérieure. Les prévisions du FMI tablent sur un déficit public inférieur à 4% du PIB et un déficit par compte courant important de l'ordre de 47% du PIB dans les années à venir. Par ailleurs, le service de la dette publique comme pourcentage des exportations atteint 60% du PIB en 2008 d'après le FMI.

Le principal moteur de l'économie est le secteur du bâtiment et le secteur des services, principalement stimulés par les flux croissants de l'investissement direct étranger. Il s'agit d'une économie *tertiarisée* où le secteur des services contribue à 63% du PIB. Le secteur touristique est le plus prometteur du pays, avec actuellement une présence majoritairement portugaise. Le secteur le plus important est le secteur touristique qui réunit toutes les conditions nécessaires pour le développement de projets d'écotourisme (de par la diversité des paysages, de la faune et de la flore) et c'est une destination de vacances potentielle pour la zone d'Afrique de l'Ouest et d'Europe. Le secteur créera des besoins en équipements et de formation.

Dans le secteur primaire, les conditions climatologiques et la qualité du cacao de Sao Tomé en font un centre idéal pour la production et l'exportation en Afrique de l'Ouest. D'autres secteurs avec un potentiel croissant sont la culture de fleurs exotiques, d'herbes médicinales et aromatiques, de poivre, de la vanille, etc. Le secteur de la pêche est très peu développé, il existe donc une grande demande d'équipement de pêche et d'unité de stockage à froid, de création d'usines pour préparer le poisson et l'exporter.

Quant à l'industrie d'extraction d'hydrocarbures, le potentiel est à moyen et à long terme. Les plans pour démarrer l'exploitation d'une industrie d'extraction de pétrole et de gaz, initialement prévue pour 2011, a été reportée à 2014. Il existe actuellement 2 zones en prospection: une Zone d'Exploitation Conjointe avec le Nigéria, et la Zone d'Exclusion Économique elle-même. Le Gouvernement cherche de nouveaux partenaires pour la zone d'exclusion économique elle-même dans le but de développer le secteur et de continuer d'encourager la création d'un consortium lusophone de pétrole, incluant l'ANP (Agence Nationale de Pétrole de Sao Tomé), Sonangol (Angola), Galp Energia (Portugal) et Petrobras (Brasil).

S. Tomé et Príncipe n'est pas membre de l'OMC (sauf comme observateur depuis 2001) mais fait partie de la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) aux côtés des pays comme l'Angola ou la Guinée Équatoriale et présente une grande ouverture sur l'extérieur (65% du PIB en 2007). Le principal secteur exportateur est le secteur primaire qui représente 95% du total des exportations, soulignons en l'occurrence la culture du cacao et ses dérivés comme principal secteur exportateur après la récente augmentation du prix international de celui-ci. Les autres domaines d'exportation concernent les combustibles minéraux, les machines, les automobiles et les fruits. Quant aux importations, la partie la plus importe est représentée par les combustibles minéraux et dérivés, suivis des automobiles, boissons, équipements électroniques et céréales. Un pourcentage de ces derniers est destiné à la réexportation.

L'UE est le principal partenaire commercial de S. Tomé-et- Príncipe, soit 63 % de ses ventes et 74 % de ses achats à l'extérieur. Le second partenaire commercial est son voisin l'Angola qui accapare 34% des ventes et 20% des achats à l'extérieur. Par pays, ses principaux partenaires-clients sont le Portugal, l'Angola, les Pays Bas, la Belgique et la France, tandis que les principaux fournisseurs sont le Portugal, l'Angola, la Belgique et le Gabon.

Enfin, l'investissement direct étranger cumulé a atteint les 114 millions de dollars, soit 40% du PIB en 2007. Sur la période 2004-2007, le flux d'investissement direct a dépassé les 88 millions de dollars. En résumé, les relations entre Sao Tomé avec son ancienne métropole seront toujours fluides et proches de par leurs liens culturels et parce que le Portugal est la principale source d'investissement étranger direct (IED) dans des secteurs non pétroliers et concernant les touristes (de classe plus ou moins élevée) qui se rendent dans le pays. Parmi les secteurs demandant plus d'investissement direct étranger se trouve le secteur de traitement des eaux, de traitement de résidus solides, l'amélioration du réseau routier et des centres d'urgences cliniques, des ports et aéroports.

- **Le Sénégal**

Le marché sénégalais compte une population qui dépasse légèrement les 12 millions d'habitants et possède une superficie de 197 mille Km<sup>2</sup>. Ses habitants ont un pouvoir d'achat moyen comparé aux pays voisins. Il est concrètement de 1.175 euros par habitant contre 1.406 euros qui représente la moyenne dont disposent les habitants de la Communauté des Pays d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Seul le Cap-Vert et le Nigéria ont un revenu par habitant plus élevé. Le PIB par habitant a augmenté pendant la période 2000-2007 et a atteint un taux moyen annuel de 4% alors que la population a augmenté de 2%. Pour autant, le Sénégal occupe le 153<sup>ème</sup> rang parmi les 179 pays classés selon l'Indicateur de Développement Humain élaboré par la PNUD et se situe juste à la frontière entre les pays ayant un développement humain moyen et ceux ayant un développement humain faible.

Lors de ces dernières années, le Sénégal a connu une conjoncture macro-économique très stable avec une croissance qui a atteint une moyenne annuelle de 4% pendant la période 2000-2007, dans un contexte d'inflation de près de 2%. Comme aspects assez défavorables, l'économie sénégalaise présente un déficit public qui représente 7% du PIB, un important excédent des comptes courants, de l'ordre de 11% du PIB et un niveau de dette extérieure plus ou moins élevé qui se situe autour de 20% du PIB. Dans les deux prochaines années à venir, le FMI prévoit des signes d'amélioration des principales grandeurs macro-économiques du Sénégal: un taux de croissance légèrement supérieur (jusqu'à 3,3%) et un taux d'inflation inférieur (de 1,6%). De même, le FMI estime que le déficit public avoisinera 6% du PIB et que l'excédent des comptes courants tel que la dette extérieure du secteur public aura tendance à se stabiliser et se situera autour de 11% et de 21% du PIB, respectivement.

La croissance économique de l'économie sénégalaise présente une structure productive très peu diversifiée. Quoiqu'en termes de PIB il ne représente que 15%, le secteur primaire est le principal moyen de subsistance pour la plupart de la population considérant que plus de 70% de cette population dépend directement ou indirectement de ce secteur. Il faut aussi souligner l'importance du sous-secteur de la floriculture, de l'horticulture (tomate, melon et poivron) et de la transformation industrielle des produits agricoles notamment de l'arachide qui est la principale culture. Par ailleurs, la plantation de jatropha et d'autres oléagineux pour la production de biodiésel, a suscité un intérêt entrepreneurial croissant.

Parmi les secteurs économiques, le secteur industriel représente 25% du PIB. L'extraction et le traitement de phosphate étant la principale activité et la deuxième source de devises du pays après le secteur de la pêche. Le génie civil et le bâtiment sont aussi des secteurs où il existe une demande potentielle d'importations, en raison de la relance des investissements en infrastructures (ville pour les affaires, nouvel aéroport, autoroute à péage, nouveau port minier...). Par ailleurs, il existe des possibilités économiques croissantes en matière de génération, d'électrification rurale, de traitement des eaux ou des résidus. Pour sa part, le secteur touristique présente un grand potentiel qui se trouve encore en phase de développement initial. Actuellement, le Sénégal reçoit près de 900.000 de touristes dont la plupart sont des Français et parmi lesquels nous trouvons 19.000 Espagnols selon les chiffres de l'année 2007. Le Gouvernement s'est fixé comme objectif d'atteindre le chiffre d'un million et demi pour l'année 2010.

Selon l'UNCTAD, les entrées de flux d'investissement direct étranger (IDE) ont atteint au Sénégal 53 millions d'euros en 2007, ce qui représente une augmentation de 20% comparé à l'année précédente et un pourcentage inférieur à 1% du PIB. En termes cumulés, le stock d'IDE a atteint en 2007 le chiffre de 376 millions d'euros, soit 5% du PIB. De ce fait, la position du Sénégal comme pays récepteur d'investissement étranger est très faible. Comme solution au manque d'investissement direct, le Gouvernement a récemment approuvé la création d'une Zone Économique Spéciale Intégrée qui, depuis janvier 2008, sert de cadre propice aux activités industrielles, commerciales, logistiques et des services. Cette Zone dotée d'une superficie de 718 hectares et se trouvant non loin du futur Aéroport International Blaise Diagne deviendra, selon les prévisions du Gouvernement, un centre logistique et industriel qui abritera plus de 1.000 entreprises et qui fera du Sénégal le principal centre d'affaires en Afrique de l'Ouest.

Le Sénégal est un pays tout à fait intégré au sein des organisations internationales de commerce aussi bien au niveau mondial que régional: membre fondateur de l'OMC, de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) fondée en 1975 et membre de l'Union Économique et Monétaire d'Afrique de l'Ouest (UEMOA) créée en 1994. Le taux d'ouverture commerciale a atteint 67% en 2007. Le Sénégal exporte essentiellement des combustibles minéraux (35% du total), de l'acide phosphorique (11%) et des produits de la pêche (7%). Concernant les importations, nous trouvons le pétrole sous forme d'huile brute et ses dérivés (14%), le riz (9,3%), les huiles et les graisses animales et végétales (3,8%) et le blé (3,8%).

Les relations bilatérales entre le Sénégal et l'UE ont lieu dans le cadre de l'Accord de Cotonou signé le 23 Juin 2000 entre l'UE et 77 états d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Pays ACP) qui a pour objectif de mettre fin en 2008 au processus de mise en place d'un système de libre échange commercial sur les bases du respect des règles de non discrimination et de réciprocité de l'OMC.

Selon l'OMC, l'UE constitue le premier partenaire commercial du Sénégal aussi bien concernant les exportations que les importations concrètement, 47% des importations du Sénégal proviennent des pays de l'UE tandis que 26% des exportations du Sénégal se fait vers des pays de l'UE. Le Sénégal a tissé des liens solides avec d'autres pays d'Afrique de l'Ouest comme le démontre le fait que la seconde place soit occupée par le Mali concernant les importations du Sénégal (avec 24% du total) et le Nigéria concernant les exportations du Sénégal (avec 8,4% du total), ce dernier, loin derrière l'UE. Parmi les pays de l'UE, sur le classement 2008 des fournisseurs du Sénégal, l'Espagne occupe la sixième place (avec seulement 2,9% de la part de marché) derrière la France et l'Allemagne. Parmi les clients du Sénégal, l'Espagne occupe la cinquième place (avec une part de marché de 7%) derrière la France. Par ailleurs, on constate la consolidation exponentielle des relations entre le Sénégal et les économies asiatiques notamment avec la Chine et l'Inde.

La balance commerciale espagnole avec le Sénégal présente traditionnellement un excédent. En 2008, les exportations espagnoles vers le Sénégal ont représenté 144,6 millions d'euros, ce qui suppose une augmentation de 48% comparé à l'année précédente. Les importations ont augmenté de 26% atteignant 46 millions d'euros. Parmi les produits exportés par le Sénégal vers l'Espagne, nous trouvons les poissons et les crustacés (71,4%) suivi du sel, du soufre, des terres et des pierres (12%) et des engrais (6%). Par ailleurs, les exportations de l'Espagne vers le

Sénégal consistent en des combustibles et des huiles minérales (24%), des préparations alimentaires (8%), d'ouvrages en fonte, du fer et de l'acier (8%) tout comme des réacteurs nucléaires, des chaudières, des machines et des engins mécaniques (8%).

La proximité des Îles Canaries offre incontestablement des avantages aux entrepreneurs espagnols. Actuellement, il faut souligner l'importance du secteur de la pêche et du secteur agroalimentaire où il existe une certaine présence espagnole constituée essentiellement par des entreprises canariennes dans le secteur des jus de fruits, des sucreries et des glaces. Le Sénégal a exporté vers les Canaries en 2008 un total de 3,9 millions d'euros contre 9,9 millions d'euros approximativement qu'ont représenté les exportations des Canaries vers le Sénégal qui ont augmenté de 130% comparé à l'année 2007. Parmi les produits exportés par les Canaries vers le Sénégal on trouve des huiles de pétrole (35% du total) et des minéraux bitumineux et du matériel de génie civil (11%) alors que les exportations du Sénégal vers les Canaries sont constituées par le poisson, les crustacés et les mollusques qui représentent 95% du total.

La France est le principal investisseur étranger au Sénégal, avec une présence de plus de 300 entreprises et plus de 300 millions d'euros d'investissement essentiellement réalisé dans les secteurs financier, immobilier, des services et de l'industrie de transformation. D'autres pays réalisant des investissements assez importants au Sénégal sont les Etats-Unis, la Suisse, l'Inde, l'Espagne, le Maroc, les Pays-Bas et le Portugal. Le stock d'investissement direct espagnol au Sénégal atteint 14 millions d'euros et est essentiellement lié aux secteurs de la pêche, des phosphates et du tourisme. Les flux d'investissement du Sénégal vers l'Espagne sont très modestes. En termes cumulés, le stock d'investissement ne dépasse pas 3 millions d'euros et se concentre majoritairement dans le secteur immobilier. La pêche est le seul secteur économique au Sénégal où les entreprises espagnoles jouent un rôle prépondérant, notamment par le biais d'entreprises mixtes où le capital est majoritairement sénégalais. En plus de la pêche, les entreprises espagnoles occupent des places de choix dans l'extraction de phosphates, l'horticulture « hors saison », le froid industriel, l'énergie, le transport et le tourisme.

- **Possibilités**

Tout au long de ces dernières années, nos pays voisins africains se sont impliqués dans des processus de modernisation et d'intégration économique en créant un nouveau climat sociopolitique beaucoup plus enclin au libre échange de biens et de services et à la libre circulation des personnes. Il s'agit donc d'un processus majeur d'un point de vue sociopolitique et économique. Bien que ces processus d'intégration et de libéralisation économique aient eu, jusqu'à présent, tendance à s'inscrire dans un domaine sous-régional ou par blocs, ils se tourneront, à moyen et long terme, vers des accords et des zones de libre échange d'une plus grande extension géographique.

Un exemple de communautés économiques à caractère initialement sous-régional est la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dont font partie le Sénégal et le Cap Vert, et où sont supprimés les droits et taxes à l'importation et à l'exportation, en éliminant les restrictions sur le commerce intracommunautaire et en supprimant les entraves à la libre circulation des personnes, des biens, des services et du capital. D'autres exemples sont l'Union du Maghreb ou l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA), dont

font partie la Guinée-Bissau et le Sénégal et qui compte en outre une seule unité monétaire, le Franc de la Communauté Financière Africaine qui maintient une parité fixe avec l'euro de (1€ = 655,957 FCFA), dont la politique monétaire est établie à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et dont le siège se trouve à Dakar. Dans l'espace UEMOA, la politique commerciale commune depuis 2002 a entraîné une réduction des droits de douane appliqués dans le pays allant de 37% en 1994 à 14,7% en 2002.

Par conséquent, l'Espace Atlantique Euro-africain présente une possibilité non seulement pour atteindre l'intégration régionale si convoitée et nécessaire des régions ultrapériphériques dans leur environnement le plus proche appartenant à l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale, mais aussi pour permettre une croissance permettant de réduire la pauvreté et les inégalités (pro-poor growth) et permettant d'atteindre les objectifs du Millénaire. De plus grandes quotes-parts de libre commerce et d'intégration économique entre les RUP et leurs pays africains voisins ont pour seule et unique fin d'atteindre l'emploi, la prospérité, la paix, la sécurité, une plus grande efficacité dans l'assignation des ressources et une croissance économique plus durable et équitable capable d'augmenter le bien-être et de réduire la pauvreté dans les deux zones géographiques.

Ce cercle d'avantages tels qu'un plus grand investissement, plus d'emplois, moins de pauvreté sera d'autant plus intense si toutefois il existe une plus grande coordination des instruments existants et si toutefois on tirera profit du *know how* accumulé par les régions ultrapériphériques et si toutefois il y aura un plus grand financement des semences, plus le volume d'investissement direct et plus d'harmonisation de l'État comme conséquence de ce nouvel espace de relations entre les RUP et l'Afrique de l'Ouest et Centrale.

L'Espace Atlantique Euro-africain offre incontestablement des avantages aux pays et aux régions qui en font partie, parmi lesquels il faut souligner la potentialité pour contribuer à : (i) financer des projets qui amélioreraient la connectivité et l'intégration économique des archipels (RUP) situés dans l'Atlantique avec les pays de l'Afrique de l'Ouest et Centrale et vice-versa ; (ii) favoriser le développement économique et la connectivité de nos pays voisins africains ; (iii) contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités sociales dans nos pays voisins ; (iv) faciliter l'échange d'informations, de technologie, de culture, d'expériences et de savoir-faire ; (v) assurer un climat de bonnes relations économiques et politiques avec nos voisins africains basées sur le respect mutuel, la prospérité et la paix de la même façon que celle réalisée avec l'espace euro-méditerranéen ; (vi) favoriser un climat d'entente pour une plus grande coordination de politiques essentielles telles que la politique d'immigration, le contrôle des eaux et la sécurité ; (vii) favoriser les régions ultrapériphériques comme des hubs logistiques de l'Europe avec le continent africain ; (viii) encourager les entreprises et les investisseurs africains à utiliser ces régions européennes comme un pont d'accès vers le continent européen ou le marché de l'Amérique latine ; (ix) favoriser l'implantation des énergies renouvelables et de toute autre pratique respectant l'environnement ; et (xii) promouvoir la création de joint-ventures et d'entreprises au capital multi-pays pour le développement d'activités d'un intérêt commun.

Le secteur agro-industriel présente un énorme potentiel à l'heure de créer des « joint-ventures » ou des entreprises au capital multi-pays au sein de l'espace Atlantique Euro-africain, issu des besoins croissants de consommation d'une population ayant un pouvoir d'achat chaque fois plus grand en raison de la modernisation du secteur agricole. À l'heure actuelle, il existe une activité

croissante dans le secteur de la pêche (conserves, produits frais et surgelés), le tabac, les cosmétiques (Aloe vera), les boissons non alcoolisées (boissons fraîches et jus de fruits), les produits laitiers, les fruits secs, la floriculture (fleurs et plantes) et l'horticulture (tomate, banane). Au Maroc, on constate déjà la création d'entreprises mixtes aussi bien en ce qui concerne la pêche extractive que l'industrie de la conserverie et des surgelés. Il est donc important de souligner le potentiel, existant dans la région, de la vente d'équipement de pêche et d'unités de stockage à froid, la création d'usines de traitement et d'exploitation de poisson. En outre, certains pays ont un déficit d'offre de produits de la pêche, les importations de poisson surgelé constituant une pratique largement étendue dans le cas, par exemple, de la Guinée Équatoriale, provoquée par les déficiences de sa flotte de pêche. D'autre part, en matière agricole, la modernisation graduelle, l'intensification et la mécanisation du secteur agricole dans les pays voisins représente actuellement une demande importante de machinerie agricole (véhicules et tracteurs) et de composants agricoles (fertilisants, plastiques, récipients, emballages, etc.).

L'industrie textile, de la chaussure et du cuir offre une importante possibilité pour l'interaction interentreprises, en particulier dans le cas du Maroc où la signature de plusieurs accords de libre échange avec des pays arabes, la Turquie et plus particulièrement les Etats-Unis, en plus de l'Accord d'association avec l'UE en vigueur, ouvre des perspectives intéressantes aux entreprises installées au Maroc en tant que plateforme de production dans le secteur du textile, du cuir et l'industrie de la chaussure. D'autre part, l'industrie chimique possède un énorme potentiel grâce à la forte croissance connue ces dernières années, et au sein de celle-ci nous trouvons l'industrie pharmaceutique, la deuxième par ordre d'importance au Maroc par rapport au continent africain, derrière l'Afrique du Sud, ainsi que l'industrie cosmétique et l'industrie du caoutchouc.

La sécurité et l'approvisionnement énergétique ainsi que l'essor nécessaire des énergies renouvelables permettent au secteur énergétique de se consolider comme secteur stratégique et prioritaire dans le cadre de l'Espace Atlantique Euro-africain, aussi bien pour les pays africains en voie de développement que pour les régions ultrapériphériques. La profonde réforme du secteur énergétique (électricité, pétrole ou gaz naturel) mise en œuvre lors des dernières années par la plupart des pays voisins africains devra promouvoir d'importants créneaux commerciaux à moyen terme aussi bien en matière de production qu'en matière de distribution. Le secteur des énergies renouvelables possède lui aussi un énorme potentiel grâce aux ressources naturelles existantes dans ces pays. Dans ce sens, le Maroc compte déjà un important programme de construction, de concession de gestion déléguée de centrales d'énergie éolienne à moyen terme, ainsi qu'un projet d'introduction de gaz naturel après la construction et la gestion du gazoduc Maghreb-Europe, auquel ont participé les entreprises espagnoles de façon très active. De plus, des licences ont été octroyées ces dernières années pour l'exploitation de gisements de pétrole au Maroc, en Mauritanie ou en Guinée Équatoriale.

Les énormes manques énergétiques peuvent engendrer des possibilités sous forme d'investissement direct pour les pays voisins, aussi bien en génération pour les grands centres de consommation qu'en électrification rurale, avec un grand potentiel pour le financement de projets de développement urbain et le traitement et l'assainissement des eaux ainsi que l'équipement du secteur minier. Le dessalement de l'eau, secteur de base pour les archipels des Canaries, les Açores et Madère est également un domaine présentant un potentiel futur, que les propres autorités mauritaniennes ont déclaré vouloir explorer avec l'Espagne. En Guinée

Équatoriale, en matière de distribution électrique, pratiquement tout est à développer et l'Espagne compte déjà des entreprises très compétitives qui travaillent dans la région. En matière de génération, il existe de bonnes possibilités de coopération entrepreneuriale en gaz, pétrole ou hydroélectrique, ainsi que dans les sous-secteurs tels que le traitement des fluides, le transport de pétrole brut, les explosifs pour l'industrie minière et les prospections pétrolières, les composants et les pièces de rechange pour les plateformes pétrolières, la vente de biens d'équipement pour ces dernières.

L'essor touristique des îles Canaries, des Açores et de Madère connu lors de ces 25 dernières années offre un important *know how* pour le développement du secteur touristique au Maroc, en Mauritanie, au Sénégal, en Guinée-Équatoriale et en particulier au Cap Vert (de par sa ressemblance orographique et climatologique). Pratiquement tous les pays analysés ont élaboré d'ambitieux plans spécifiques en matière touristique et de connectivité pour dynamiser le secteur touristique dans un contexte de stabilité macro bénéficiant d'une plus grande sécurité.

Aussi bien le processus de développement touristique que le processus de modernisation des économies africaines voisines se reflète de façon évidente sur le nombre croissant d'appels d'offres publics et de projets, parmi lesquels un grand nombre est associé au financement multilatéral. La plupart de ces projets sont liés à la construction de toutes sortes d'infrastructures (routes, voies ferrées, ports, aéroports, etc.), à l'assainissement des eaux potables, des résidus solides, au développement du secteur électrique, du secteur des télécommunications, etc. En outre, il faut souligner l'effet que ces projets peuvent avoir sur d'autres secteurs tels que le secteur des biens d'équipement et des machines diverses. De même, il faut souligner la croissance du marché de la construction immobilière en Afrique, résultat aussi bien du programme de développement du secteur touristique que du lancement de divers programmes publics pour la construction de logements sociaux et à usage résidentiel.

À titre d'exemple, en Guinée Équatoriale, ont été construits de nouveaux aéroports à Malabo, Bata et sur l'île d'Annobon ; un projet d'aménagement du port de Luba est actuellement en cours pour le transport de pétrole brut, et plusieurs routes sont en travaux (éclairage, signalisation et entretien de la voirie). Il existe un grand nombre de possibilités pour créer des infrastructures, y compris le réseau routier, la canalisation et le traitement des eaux. D'autre part, il y aura une demande croissante de bureaux pour entreprises, de logements sociaux, à la suite du processus d'urbanisation des nouvelles « villes » et de certaines régions touristiques dans des lieux actuellement non exploités. Par conséquent, une grande possibilité s'offre aux entreprises touristiques et du bâtiment qui pourront apporter *un know how* au secteur entrepreneurial africain afin d'obtenir l'essor et la maturité touristiques en même temps que des sources de financement.

La prévision à court terme de liens commerciaux croissants (nouvelles voies aériennes, maritimes et routières), le développement touristique du pays, la modernisation en matière d'infrastructures du transport et des télécommunications, et l'énergie de ces pays tournée vers la création de grands centres logistiques, offrent d'importantes perspectives pour le secteur du transport. Les nouveaux appels d'offres pour l'octroi d'exploitation de ports, des services de distribution d'eau potable, d'électricité et d'assainissement dans différentes villes, ainsi que du transport urbain, ouvrent d'énormes possibilités dans ce domaine, qui a déjà attiré un grand nombre de sociétés espagnoles. La position géostratégique des régions implique la nécessité de

développement de l'industrie logistique et du transport, permettant ainsi le trafic de marchandises entre l'Afrique, l'Europe et l'Amérique.

L'Espace Atlantique Euro-africain ouvre un large champ d'action au secteur des services de télécommunications et à la société de l'information puisque l'espace en question ne prétend pas seulement devenir un espace commercial de biens et de services mais en plus un réseau intégré permettant un flux d'informations continu et croissant réduisant au maximum toutes les entraves bureaucratiques au libre mouvement des personnes (mise en œuvre de réseaux, Internet, télécommunications). Le processus de libéralisation du secteur des télécommunications engagé offre de grandes possibilités. L'ambition de connecter tout l'espace à travers des réseaux d'information, Internet, le commerce électronique et l'Administration publique on-line font du secteur des nouvelles technologies un secteur stratégique doté d'un grand potentiel. En dernier lieu, le développement du secteur de l'audiovisuel (TV, radio, TNT, cinéma) pourrait devenir un autre secteur de futur pour les Îles Canaries (radio, télévision, maisons de production ...).

La création de l'Espace Atlantique Euro-africain impliquera la création d'un espace d'échange de formation, connaissances et un accès aux biens et aux services publics comme la santé et l'éducation (aussi bien professionnelle qu'universitaire). Le secteur de la formation et l'apprentissage présentent un énorme potentiel. Les pays africains de récente adhésion pourraient bénéficier de bourses et de positions privilégiées lors de l'accès à la santé ou à la formation dans des centres de formation situés aux Canaries, à Madère ou aux Açores, en même temps que des chercheurs et des étudiants habitant dans des régions ultrapériphériques pourraient accéder sans trop de difficultés à l'enseignement souhaité dans les états africains voisins. Par conséquent, les îles Canaries, les Açores et Madère pourront bénéficier de l'affluence de touristes pour des raisons de santé ou de sport.

## Conclusions

De ce point de vue, et tenant compte du caractère particulier du territoire entourant les Açores, Madère et les Canaries, dont font partie certains du Maghreb (Maroc), d'Afrique Occidentale (Cap Vert, Guinée Bissau, Mauritanie, Sénégal, entre autres) et de certains autres comme l'Afrique Occidentale, bien que plus éloignés mais avec lesquels les RUP de l'espace entretiennent des liens historiques (comme l'Angola, Guinée Equatoriale et S. Tomé-et-Prince), il convient d'envisager une réorientation de la stratégie d'insertion régionale proposée par la Commission Européenne en faveur des RUP pour mettre en valeur le caractère géostratégique et géo-économique de cet espace géographique où conflue la présence de régions frontalières communautaires et des pays tiers voisins avec lesquels l'UE entretient des rapports privilégiés.

Par ailleurs, il faudrait faciliter les instruments nécessaires, notamment ceux concernant l'amélioration de la connectivité aérienne et maritime avec les pays tiers des alentours, pour favoriser, étant donnée l'apathie en matière de consommation et de l'investissement interne actuel dans les Régions Ultrapériphériques dans leur ensemble, une croissance, aujourd'hui et au cours des prochaines années, basée sur la demande extérieure et augmenter ainsi les ventes, les investissements et les exportations à l'étranger".

La Commission Européenne est consciente de l'importance et du potentiel que revêt l'insertion régionale des RUP avec les pays tiers proches et reconnaît que, malgré l'existence de

modulations de certaines politiques communautaires ayant une incidence sur les RUP, celles-ci ont été essentiellement réalisées en tenant compte des rapports des RUP avec les Etats Membres auxquels, ils appartiennent ainsi que par rapport à l'Europe continentale, mais pas dans les mêmes proportions et la même intensité, si l'on compare les rapports des RUP avec les pays tiers voisins.

Il est donc primordial de prendre conscience de la nouvelle réalité de ces frontières extérieures composées de l'Espagne (Canaries) et le Portugal (Açores et Madère) avec le Cap Vert, la Mauritanie, le Maroc et le Sénégal, comme pays les plus proches, pour que la Commission Européenne, en collaboration avec les Etats Membres, et dans le cadre de leurs compétences ainsi que les accords internationaux souscrits avec les pays tiers concernés, donne un caractère prioritaire à la coopération dans cette Région.

Dans ce sens, il convient de mettre en valeur l'offre exportable, d'intérêt réciproque pour les pays et les régions alentours, sur lesquels comptent les régions ultrapériphériques de cet espace dans leur ensemble, comme le sont, entre autres, les énergies alternatives, la machinerie industrielle, la construction d'infrastructures, d'équipement et de génie civil en général, l'expérience en équipements commerciaux, ainsi que l'expérience en matière de tourisme, de santé, de traitement des eaux dans tout leur cycle et les résidus solides urbains, la formation universitaire et la formation professionnelle en tourisme, commerce, industrie agroalimentaire, télécommunications, logistique et sécurité portuaire et aéroportuaire et services financiers, bancaires et de consulting en général, qui contribueraient considérablement à l'application des Objectifs du Millénaire dans la zone géographique dans laquelle se projettent les Régions Ultrapériphériques.

Il est également souhaitable de considérer que la dépendance excessive des RUP de l'Europe continentale pourrait s'amoinrir en grande partie, en favorisant la création d'un marché régional transfrontalier dans la Région.

Ainsi, dans le cadre de la Politique de Cohésion européenne, et dans le cadre de la coopération territoriale européenne, il conviendrait d'analyser le défi que les Régions Ultrapériphériques doivent relever dans un monde globalisé, les avantages qu'offre l'espace dans lequel elles se projettent, et le besoin de compter sur le soutien de la Communauté pour surmonter les obstacles qui empêchent l'intégration effective de celles-ci, par la création d'un espace de coopération doté d'un instrument financier et à même de relever ce challenge.

**ANNEXES**

**Annexe Statistique**

**Table 1:  
Population**

	1995-2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>(Millions)</b>						
Spain	40,1	42,3	43,0	43,8	44,5	45,3
Portugal	10,2	10,5	10,5	10,6	10,6	10,6
<b>Outermost regions</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
Canary Islands	1,7	1,9	1,9	2,0	2,0	2,0
Açores	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Madeira	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>(Annual growth rate)</b>						
Spain	0,7%	1,6%	1,6%	1,7%	1,6%	1,8%
Portugal	0,5%	0,6%	0,5%	0,4%	0,3%	0,2%
<b>Outermost regions</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,0%</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,9%</b>
Canary Islands	1,9%	2,3%	2,4%	2,3%	2,2%	2,2%
Açores	0,0%	0,5%	0,5%	0,4%	0,3%	0,4%
Madeira	-0,5%	0,7%	0,5%	0,4%	0,2%	0,4%

Source: Eurostat

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 2:**  
**Gross domestic product (GDP) per capita at current market prices**

	1995-2003	2004	2005	2006
<b>(Purchasing Power Standard - international dollars)</b>				
European Union	17.911	21.600	22.500	23.600
Spain	17.278	21.900	22.900	24.600
Portugal	13.744	16.100	17.300	18.000
<b>Overseas Regions</b>	<b>15.843</b>	<b>19.659</b>	<b>20.495</b>	<b>21.604</b>
Canary Islands	16.444	20.100	20.800	21.900
Açores	11.178	14.100	15.300	16.200
Madeira	14.611	20.100	21.800	23.100
<b>(Annual growth rate)</b>				
European Union	4,4%	4,3%	4,2%	4,9%
Spain	5,7%	4,8%	4,6%	7,4%
Portugal	4,7%	1,3%	7,5%	4,0%
<b>RUP</b>	<b>5,7%</b>	<b>2,7%</b>	<b>4,3%</b>	<b>5,4%</b>
Canary Islands	5,3%	2,6%	3,5%	5,3%
Açores	6,2%	0,7%	8,5%	5,9%
Madeira	9,2%	4,1%	8,5%	6,0%
<b>(In percentage of the EU average)</b>				
European Union	100%	100%	100%	100%
Spain	96%	101%	102%	104%
Portugal	77%	75%	77%	76%
<b>RUP</b>	<b>88%</b>	<b>91%</b>	<b>91%</b>	<b>91%</b>
Canary Islands	92%	93%	93%	93%
Açores	62%	65%	68%	69%
Madeira	80%	93%	97%	98%

Source: Eurostat

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 3**  
**Outermost Regions (Canary Islands, Madeira and Azores)**  
**Gross value added at basic prices**

	1995-2003	2004	2005	2006
<b>(Millions of euro)</b>				
All branches	18.182	25.791	27.390	29.119
<b>Agriculture, hunting, forestry and fishing</b>	<b>460</b>	<b>424</b>	<b>434</b>	<b>400</b>
<b>Industry</b>	<b>3.067</b>	<b>4.673</b>	<b>5.252</b>	<b>5.407</b>
Mining and quarrying; electricity, gas and	1.459	1.768	1.931	1.969
Construction	1.609	2.880	3.188	3.438
<b>Services*</b>	<b>14.667</b>	<b>20.707</b>	<b>21.778</b>	<b>23.312</b>
Wholesale and retail trade*	7.216	9.735	9.955	10.570
Financial intermediation**	3.192	5.071	5.609	6.027
Public administration***	4.245	5.913	6.274	6.716
<b>(Share, in %)</b>				
<b>Agriculture, hunting, forestry and fishing</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,4%</b>
<b>Industry</b>	<b>16,9%</b>	<b>18,1%</b>	<b>19,2%</b>	<b>18,6%</b>
Mining and quarrying; electricity, gas and	8,0%	6,9%	7,0%	6,8%
Construction	8,8%	11,2%	11,6%	11,8%
<b>Services*</b>	<b>80,7%</b>	<b>80,3%</b>	<b>79,5%</b>	<b>80,1%</b>
Wholesale and retail trade*	39,7%	37,7%	36,3%	36,3%
Financial intermediation**	17,6%	19,7%	20,5%	20,7%
Public administration***	23,3%	22,9%	22,9%	23,1%

**Notes:**

\* Including repair of motor vehicles, motorcycles and personal and household goods; hotels and restaurants;

\*\* Including real estate, renting and business activities

\*\*\* Including defence, compulsory social security; education; health and social work; other community, social

Source: Eurostat

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 4:**  
**Outermost Regions (Canary Islands, Madeira and Azores)**  
**Employment by economic activity**

	2004	2005	2006	2007	2008
<b>(Thousands)</b>					
All branches	1.024,7	1.058,5	1.105,2	1.139,2	1.091,4
Agriculture, hunting, forestry and fishing	61,2	52,8	54,7	59,2	54,3
<b>Industry</b>	<b>228,8</b>	<b>224,4</b>	<b>245,8</b>	<b>251,7</b>	<b>226,0</b>
Industry excluding construction	65,8	71,8	84,6	75,9	81,2
Construction	163,1	152,7	160,9	175,8	144,8
<b>Services</b>	<b>734,7</b>	<b>781,3</b>	<b>804,9</b>	<b>828,2</b>	<b>811,2</b>
Wholesale and retail trade*	373,0	389,3	404,0	422,5	409,1
Financial intermediation**	77,9	89,3	91,6	95,5	91,4
Public administration***	283,8	302,7	309,2	310,1	310,6
<b>(Share, in %)</b>					
Agriculture, hunting, forestry and fishing	6,0%	5,0%	4,9%	5,2%	5,0%
<b>Industry</b>	<b>22,3%</b>	<b>21,2%</b>	<b>22,2%</b>	<b>22,1%</b>	<b>20,7%</b>
Industry excluding construction	6,4%	6,8%	7,7%	6,7%	7,4%
Construction	15,9%	14,4%	14,6%	15,4%	13,3%
<b>Services</b>	<b>71,7%</b>	<b>73,8%</b>	<b>72,8%</b>	<b>72,7%</b>	<b>74,3%</b>
Wholesale and retail trade*	36,4%	36,8%	36,6%	37,1%	37,5%
Financial intermediation**	7,6%	8,4%	8,3%	8,4%	8,4%
Public administration***	27,7%	28,6%	28,0%	27,2%	28,5%

**Notes:**

\* Including repair of motor vehicles, motorcycles and personal and household goods; hotels and restaurants; transport, storage and communication

\*\* Including real estate, renting and business activities

\*\*\* Including defence, compulsory social security; education; health and social work; other community, social and personal service activities; private households with employed persons

Source: Eurostat

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 5:**

**Population**

**Estimation**

	<b>Average 2000-2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>(Millions)</b>				
Mauritania	2,7	3,0	3,1	3,2
Morocco	29,7	31,4	31,9	32,3
<b>ECOWAS</b>	<b>251,4</b>	<b>283,5</b>	<b>291,3</b>	<b>299,4</b>
Benin	7,1	8,1	8,4	8,6
Burkina Faso	12,6	14,0	14,4	14,7
Cape Verde	0,5	0,5	0,5	0,5
Côte d'Ivoire	18,2	20,8	21,4	22,0
Gambia, The	1,5	1,6	1,7	1,7
Ghana	20,1	22,5	23,1	23,7
Guinea	8,9	10,3	10,6	11,0
Guinea-Bissau	1,5	1,7	1,8	1,8
Liberia	3,4	3,9	4,1	4,3
Mali	12,1	13,4	13,7	14,0
Niger	12,0	13,8	14,2	14,6
Nigeria	131,1	147,8	151,9	156,1
Senegal	11,3	12,5	12,8	13,1
Sierra Leone	5,3	5,9	6,0	6,2
Togo	5,9	6,6	6,8	7,0
<b>ECCAS</b>	<b>112,6</b>	<b>127,6</b>	<b>131,2</b>	<b>134,8</b>
Angola	14,8	16,808	17,312	17,831
Burundi	7,2	7,949	8,108	8,271
Cameroon	17,1	19,383	19,926	20,424
Central African Rep.	4,0	4,355	4,442	4,531
Chad	8,5	9,73	9,973	10,223
Congo, Dem. Rep.	55,3	62,885	64,772	66,715
Congo, Rep.	3,2	3,65	3,756	3,865
Equatorial Guinea	1,1	1,24	1,276	1,313
Gabon	1,3	1,454	1,475	1,496
S. Tomé et Príncipe	0,1	0,16	0,163	0,165

**Notes:**

ECOWAS: Economic Community of West African States

ECCAS: Economic Community of Central African States

Source: International Monetary Fund (IMF)

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 6:**  
**Gross domestic product based on purchasing-**  
**power-parity (PPP)**

	Average 2000-2007	2008	2009	2010
<b>Estimation</b>				
<b>(Billions of Current of International Dollars)</b>				
Mauritania	4,6	6,2	6,4	6,8
Morocco	99,5	136,7	144,1	151,1
<b>ECOWAS</b>	<b>344,3</b>	<b>487,7</b>	<b>507,7</b>	<b>525,9</b>
Benin	9,6	13,0	13,6	14,1
Burkina Faso	13,3	17,8	18,6	19,4
Cape Verde	1,2	1,8	1,8	1,9
Côte d'Ivoire	28,9	34,0	35,6	37,3
Gambia, The	1,6	2,3	2,4	2,5
Ghana	23,8	34,3	36,1	38,0
Guinea	8,5	10,3	10,7	11,2
Guinea-Bissau	0,7	0,8	0,9	0,9
Liberia	1,1	1,5	1,6	1,7
Mali	10,8	15,0	15,8	16,5
Niger	7,1	10,2	10,6	11,1
Nigeria	214,1	315,4	327,4	337,5
Senegal	16,5	21,7	22,6	23,5
Sierra Leone	2,8	4,3	4,5	4,8
Togo	4,2	5,4	5,5	5,7
<b>ECCAS</b>	<b>157,3</b>	<b>249,2</b>	<b>250,2</b>	<b>265,8</b>
Angola	54,5	106,4	103,6	113,7
Burundi	2,4	3,1	3,2	3,4
Cameroon	32,7	41,7	43,1	44,5
Central African Rep.	2,6	3,2	3,3	3,4
Chad	11,5	16,1	16,7	17,2
Congo, Dem. Rep.	14,4	20,6	21,4	22,7
Congo, Rep.	10,8	14,3	15,8	17,7
Equatorial Guinea	11,4	22,4	21,3	20,8
Gabon	16,9	21,0	21,4	22,1
S. Tomé et Príncipe	0,2	0,3	0,3	0,3

**Notes:**

ECOWAS: Economic Community of West African States

ECCAS: Economic Community of Central African States

Source: International Monetary Fund (IMF)

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 7:**

**Gross domestic product per capita based on purchasing-power-parity (PPP)**

		Estimation		
	Average 2000-2007	2008	2009	2010
<b>(Current International dollar)</b>				
Mauritania	1.682,3	2.051,8	2.070,0	2.124,5
Morocco	3.347,6	4.349,4	4.519,4	4.673,1
<b>ECOWAS</b>	<b>1.357,7</b>	<b>1.720,3</b>	<b>1.742,7</b>	<b>1.756,7</b>
Benin	1.351,9	1.605,3	1.630,5	1.634,2
Burkina Faso	1.052,5	1.265,7	1.292,9	1.321,2
Cape Verde	2.538,6	3.498,7	3.550,8	3.602,5
Côte d'Ivoire	1.585,5	1.639,9	1.666,7	1.693,2
Gambia, The	1.102,6	1.389,3	1.421,1	1.452,7
Ghana	1.172,1	1.520,5	1.563,7	1.603,7
Guinea	947,1	1.002,8	1.005,6	1.018,5
Guinea-Bissau	474,4	485,4	485,0	487,8
Liberia	342,2	372,7	376,2	389,4
Mali	888,6	1.126,2	1.154,3	1.179,2
Niger	584,5	738,4	744,7	758,2
Nigeria	1.614,8	2.133,8	2.156,0	2.162,4
Senegal	1.460,7	1.736,4	1.764,9	1.790,5
Sierra Leone	523,3	724,7	744,9	767,9
Togo	714,6	810,2	811,1	811,2
<b>ECCAS</b>	<b>1.380,6</b>	<b>1.952,6</b>	<b>1.907,0</b>	<b>1.971,5</b>
Angola	3.624,5	6.331,1	5.981,8	6.376,0
Burundi	330,5	389,2	398,8	407,7
Cameroon	1.902,2	2.152,6	2.165,3	2.176,9
Central African Rep.	657,2	738,7	748,5	759,6
Chad	1.320,3	1.656,6	1.677,4	1.685,0
Congo, Dem. Rep.	258,2	328,2	330,3	339,9
Congo, Rep.	3.323,6	3.912,9	4.204,4	4.590,8
Equatorial Guinea	10.237,4	18.028,5	16.721,1	15.859,4
Gabon	12.786,6	14.477,9	14.507,5	14.756,2
S. Tomé et Príncipe	1.289,4	1.748,8	1.824,1	1.910,2

**Notes:**

Sub-regionales calculations in population-weighted averages

ECOWAS: Economic Community of West African States

ECCAS: Economic Community of Central African States

Source: International Monetary Fund (IMF)

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 8:  
Population**

	Average 2000-2007	Estimation		
		2008	2009	2010
<b>(Variación anual, en %)</b>				
Mauritania	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%
Morocco	1,2%	1,4%	1,4%	1,4%
<b>ECOWAS</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,8%</b>
Benin	3,2%	3,2%	3,2%	3,2%
Burkina Faso	2,8%	2,3%	2,3%	2,3%
Cape Verde	1,9%	2,6%	1,8%	1,9%
Côte d'Ivoire	2,6%	3,0%	3,0%	3,0%
Gambia, The	2,7%	2,6%	2,6%	2,6%
Ghana	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%
Guinea	3,2%	3,2%	3,2%	3,2%
Guinea-Bissau	4,8%	2,9%	2,9%	3,0%
Liberia	3,3%	5,1%	4,9%	4,3%
Mali	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%
Niger	3,1%	3,1%	3,1%	3,1%
Nigeria	2,8%	2,8%	2,7%	2,8%
Senegal	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%
Sierra Leone	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%
Togo	2,8%	2,5%	2,5%	2,5%
<b>ECCAS</b>	<b>2,9%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,8%</b>
Angola	2,9%	2,9%	3,0%	3,0%
Burundi	2,7%	2,0%	2,0%	2,0%
Cameroon	3,0%	2,8%	2,8%	2,5%
Central African Rep.	1,9%	2,0%	2,0%	2,0%
Chad	3,4%	2,5%	2,5%	2,5%
Congo, Dem. Rep.	2,8%	3,0%	3,0%	3,0%
Congo, Rep.	2,9%	2,9%	2,9%	2,9%
Equatorial Guinea	4,1%	2,9%	2,9%	2,9%
Gabon	2,5%	1,5%	1,4%	1,4%
S. Tomé et Príncipe	1,7%	1,3%	1,9%	1,2%

**Notes:**

Sub-regionales calculations in population-weighted averages

ECOWAS: Economic Community of West African States

ECCAS: Economic Community of Central African States

Source: International Monetary Fund (IMF)

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 9:**  
**Producto Interior Bruto - ajustado por Paridad de Poder Adquisitivo (PPA)**

	Average 2000-2007	2008	2009	2010
<b>Estimation</b>				
<b>(Annual growth rate)</b>				
Mauritania	6,9%	4,4%	3,3%	5,1%
Morocco	7,2%	7,7%	5,4%	4,9%
<b>ECOWAS</b>	<b>9,4%</b>	<b>7,4%</b>	<b>4,1%</b>	<b>3,6%</b>
Benin	7,1%	7,3%	4,8%	3,4%
Burkina Faso	6,7%	7,3%	4,5%	4,5%
Cape Verde	9,2%	8,2%	3,4%	3,4%
Côte d'Ivoire	2,2%	4,6%	4,7%	4,6%
Gambia, The	7,4%	8,1%	5,0%	4,8%
Ghana	7,9%	9,5%	5,5%	5,2%
Guinea	4,4%	6,2%	3,5%	4,5%
Guinea-Bissau	3,2%	5,6%	2,8%	3,6%
Liberia	3,3%	9,5%	5,9%	8,0%
Mali	7,7%	7,3%	4,9%	4,5%
Niger	7,1%	11,9%	4,0%	5,0%
Nigeria	11,4%	7,6%	3,8%	3,1%
Senegal	6,6%	4,7%	4,1%	3,9%
Sierra Leone	13,6%	7,8%	5,5%	5,8%
Togo	4,7%	3,3%	2,6%	2,5%
<b>ECCAS</b>	<b>10,4%</b>	<b>11,3%</b>	<b>0,6%</b>	<b>6,4%</b>
Angola	13,6%	17,3%	-2,7%	9,8%
Burundi	4,9%	6,8%	4,5%	4,3%
Cameroon	6,0%	5,7%	3,4%	3,0%
Central African Rep.	3,7%	4,4%	3,4%	3,5%
Chad	12,2%	1,8%	3,8%	3,0%
Congo, Dem. Rep.	6,0%	8,5%	3,7%	6,0%
Congo, Rep.	7,2%	7,9%	10,6%	12,4%
Equatorial Guinea	26,6%	13,7%	-4,6%	-2,4%
Gabon	4,2%	4,2%	1,7%	3,2%
S. Tomé et Príncipe	8,4%	8,1%	6,1%	6,4%

**Notes:**

Sub-regionales calculations in PPP GDP-weighted averages

ECOWAS: Economic Community of West African States

ECCAS: Economic Community of Central African States

Source: International Monetary Fund (IMF)

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 10:**  
**Gross domestic product per capita based on  
purchasing-power-parity (PPP)**

		Estimation		
	Average 2000-2007	2008	2009	2010
<b>(Annual growth rate)</b>				
Mauritania	4,4%	2,0%	0,9%	2,6%
Morocco	6,0%	6,2%	3,9%	3,4%
<b>ECOWAS</b>	<b>6,0%</b>	<b>4,5%</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,0%</b>
Benin	3,9%	3,9%	1,6%	0,2%
Burkina Faso	3,8%	4,9%	2,1%	2,2%
Cape Verde	7,2%	5,6%	1,5%	1,5%
Côte d'Ivoire	-0,4%	1,5%	1,6%	1,6%
Gambia, The	4,6%	5,4%	2,3%	2,2%
Ghana	5,2%	6,8%	2,8%	2,6%
Guinea	1,1%	2,9%	0,3%	1,3%
Guinea-Bissau	-1,5%	2,6%	-0,1%	0,6%
Liberia	0,3%	4,1%	0,9%	3,5%
Mali	5,2%	4,9%	2,5%	2,2%
Niger	3,9%	8,5%	0,9%	1,8%
Nigeria	8,4%	4,7%	1,0%	0,3%
Senegal	4,1%	2,3%	1,6%	1,4%
Sierra Leone	10,8%	5,1%	2,8%	3,1%
Togo	1,9%	0,7%	0,1%	0,0%
<b>ECCAS</b>	<b>4,5%</b>	<b>5,5%</b>	<b>0,1%</b>	<b>2,9%</b>
Angola	10,4%	14,0%	-5,5%	6,6%
Burundi	2,2%	4,7%	2,4%	2,2%
Cameroon	2,9%	2,8%	0,6%	0,5%
Central African Rep.	1,7%	2,4%	1,3%	1,5%
Chad	8,5%	-0,7%	1,3%	0,4%
Congo, Dem. Rep.	3,1%	5,3%	0,6%	2,9%
Congo, Rep.	4,2%	4,8%	7,4%	9,2%
Equatorial Guinea	21,4%	10,5%	-7,3%	-5,2%
Gabon	1,7%	2,7%	0,2%	1,7%
S. Tomé et Príncipe	6,6%	6,4%	4,3%	4,7%

**Notes:**

Sub-regionales calculations in population-weighted averages

ECOWAS: Economic Community of West African States

ECCAS: Economic Community of Central African States

Source: International Monetary Fund (IMF)

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 11:**  
**Inflation (Consumer Price Index)**

		Estimation		
	Average 2000-2007	2008	2009	2010
<b>(Annual growth rate)</b>				
Mauritania	7,6%	7,3%	5,0%	5,8%
Morocco	1,8%	3,9%	3,0%	2,8%
<b>ECOWAS</b>	<b>10,0%</b>	<b>11,1%</b>	<b>11,7%</b>	<b>7,9%</b>
Benin	2,9%	8,0%	4,0%	2,8%
Burkina Faso	2,1%	10,7%	4,7%	2,3%
Cape Verde	1,5%	6,8%	3,5%	2,7%
Côte d'Ivoire	2,5%	6,3%	5,9%	3,2%
Gambia, The	7,2%	4,5%	6,4%	5,8%
Ghana	18,5%	16,5%	14,6%	7,6%
Guinea	14,3%	22,9%	18,4%	5,9%
Guinea-Bissau	2,1%	10,4%	3,6%	3,6%
Liberia	8,9%	17,5%	2,0%	4,5%
Mali	1,8%	9,1%	2,5%	2,8%
Niger	2,0%	11,3%	5,0%	2,3%
Nigeria	12,4%	11,2%	14,2%	10,1%
Senegal	2,0%	5,8%	1,1%	2,2%
Sierra Leone	6,6%	14,8%	10,6%	8,9%
Togo	2,3%	8,4%	2,8%	2,1%
<b>ECCAS</b>	<b>26,2%</b>	<b>12,1%</b>	<b>10,1%</b>	<b>7,1%</b>
Angola	97,1%	12,5%	12,1%	8,9%
Burundi	9,4%	24,4%	10,9%	7,5%
Cameroon	2,3%	5,3%	2,3%	2,0%
Central African Rep.	2,7%	9,3%	5,2%	2,6%
Chad	2,4%	8,3%	3,0%	3,0%
Congo, Dem. Rep.	125,1%	18,0%	33,9%	19,9%
Congo, Rep.	2,4%	6,0%	9,5%	5,1%
Equatorial Guinea	5,7%	5,9%	4,1%	6,1%
Gabon	1,3%	5,3%	2,6%	3,0%
S. Tomé et Príncipe	13,9%	26,1%	17,5%	12,8%

**Notes:**

ECOWAS: Economic Community of West African States

ECCAS: Economic Community of Central African States

Source: International Monetary Fund (IMF)

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands



**Table 12**  
**Current Account Balance**

	Average 2000-2007	2008	Estimation		Average import tariff	Acces to WTO
			2009	2010		
<b>(Percent of GDP)</b>						
Mauritania	-15,7%	-15,7%	-9,0%	-16,4%	11,9%	1995
Morocco	2,0%	-5,6%	-2,5%	-3,0%	23,0%	1995
<b>ECOWAS</b>	<b>-95,0%</b>	<b>-146,6%</b>	<b>-170,1%</b>	<b>-201,1%</b>		
Benin	-7,3%	-8,3%	-9,6%	-9,0%	11,9%	1996
Burkina Faso	-10,3%	-11,0%	-10,1%	-10,7%	11,9%	1995
Cape Verde	-9,5%	-12,3%	-13,3%	-14,3%	10,4%	2008
Côte d'Ivoire	1,2%	2,4%	1,6%	-1,6%	11,9%	1995
Gambia, The	-9,4%	-17,1%	-19,4%	-18,2%	13,0%	1995
Ghana	-5,9%	-18,2%	-10,9%	-14,0%		
Guinea	-2,9%	-10,3%	-1,2%	-3,2%	11,9%	1995
Guinea-Bissau	-2,0%	-2,0%	-3,6%	-5,6%	11,9%	1995
Liberia	-21,3%	-26,3%	-43,2%	-62,7%		
Mali	-7,4%	-8,2%	-6,7%	-7,0%	11,9%	1996
Niger	-8,0%	-12,6%	-22,1%	-30,9%	12,0%	1995
Nigeria	3,9%	4,5%	-9,0%	-3,5%	11,9%	1995
Senegal	-7,2%	-12,3%	-11,9%	-10,0%	13,6%	1995
Sierra Leone	-5,3%	-8,4%	-4,8%	-4,6%		
Togo	-3,7%	-6,6%	-6,1%	-5,9%	11,9%	1995
<b>ECCAS</b>	<b>-62,3%</b>	<b>-37,4%</b>	<b>-133,6%</b>	<b>-90,7%</b>		
Angola	5,9%	21,2%	-8,1%	0,1%	7,3%	1996
Burundi	-7,7%	-11,1%	-7,4%	-5,6%	12,7%	1995
Cameroon	-2,2%	0,4%	-5,8%	-5,1%	17,9%	1995
Central African Rep.	-3,0%	-8,6%	-8,0%	-8,6%	17,9%	1995
Chad	-28,1%	-11,4%	-14,9%	-5,5%	17,9%	1996
Congo, Dem. Rep.	-3,1%	-15,4%	-26,1%	-28,7%	12,0%	1997
Congo, Rep.	-4,9%	-6,8%	-12,7%	1,2%	17,9%	1997
Equatorial Guinea	-13,2%	9,8%	-7,7%	-2,9%	17,9%	
Gabon	13,7%	17,3%	1,5%	3,6%	17,9%	1995
S. Tomé et Príncipe	-19,7%	-32,8%	-44,3%	-39,1%		

**Notes:**

ECOWAS: Economic Community of West African States

ECCAS: Economic Community of Central African States

Source: International Monetary Fund (IMF)

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 13:**  
**Economic structure**

	Agriculture	Industry	Services	Exports + Imports of goods and services	Gross capital formation
<b>(En % GDP)</b>					
Mauritania	13%	47%	41%	123%	26%
Morocco	14%	27%	59%	81%	33%
<b>ECOWAS</b>	<b>35%</b>	<b>22%</b>	<b>43%</b>	<b>73%</b>	<b>22%</b>
Benin	32%	13%	54%	39%	20%
Burkina Faso	33%	22%	44%	39%	18%
Cape Verde	9%	17%	75%	75%	41%
Côte d'Ivoire	24%	25%	51%	88%	9%
Gambia, The	29%	15%	56%	83%	23%
Ghana	34%	26%	41%	93%	34%
Guinea					
Guinea-Bissau	64%	12%	24%	89%	17%
Liberia	54%	19%	27%	117%	20%
Mali	37%	24%	39%	64%	23%
Niger	38%	18%	44%	44%	11%
Nigeria	33%	39%	28%	70%	
Senegal	14%	23%	62%	68%	33%
Sierra Leone	45%	24%	31%	49%	13%
Togo	44%	24%	32%	97%	18%
<b>ECCAS</b>	<b>21%</b>	<b>47%</b>	<b>32%</b>	<b>89%</b>	<b>21%</b>
Angola	10%	86%	4%	128%	12%
Burundi	35%	20%	45%	56%	11%
Cameroon	20%	33%	48%	57%	19%
Central African Rep.	53%	14%	32%	37%	10%
Chad	23%	42%	35%	78%	15%
Congo, Dem. Rep.	41%	27%	31%	65%	20%
Congo, Rep.	5%	60%	35%	116%	27%
Equatorial Guinea	3%	94%	3%	150%	47%
Gabon	5%	74%	22%	115%	27%
S. Tomé and Príncipe	17%	21%	63%		

**Notes:**

ECOWAS: Economic Community of West African States

ECCAS: Economic Community of Central African States

Source: World Bank's Development Indicators

Illustration: Vicepresidency of the Government of Canary Islands

**Table 14:**  
Destination of exports by commercial partner

	Main clients			(share, in %)		
	1º	2º	3th	1º	2º	3th
Mauritania	European Union	Japan	Algeria	75,9%	13,8%	2,5%
Morocco	European Union	India	Brazil	72,4%	3,8%	3,2%
<b>ECOWAS</b>						
Burkina Faso	Ghana	European Union	Côte d'Ivoire	60,9%	15,4%	3,8%
Cape Verde	European Union	Côte d'Ivoire	Marruecos	60,3%	30,7%	1,2%
Gambia, The	European Union	Senegal	Mauritania	60,1%	25,2%	7,5%
Ghana	South Africa	European Union	Switzerland	37,1%	31,1%	5,9%
Côte d'Ivoire	European Union	Nigeria	United States	49,9%	8,0%	6,8%
Mali	South Africa	European Union	Switzerland	67,1%	5,9%	4,6%
Niger	European Union	Japan	Switzerland	48,3%	14,1%	12,5%
Nigeria	United States	European Union	India	45,0%	21,1%	9,3%
Senegal	European Union	Mali	India	25,7%	24,0%	6,7%
Sierra Leone	United States	Saudi Arabia	European Union	1,0%	0,4%	0,2%
Togo	Niger	Benin	India	12,7%	10,9%	9,8%
<b>ECCAS</b>						
Angola						
Burundi	United Arab. Emirates	European Union	Switzerland	34,2%	12,9%	10,9%
Cameroon	European Union	United States	China	74,3%	6,4%	3,4%
Central African Rep.	European Union	Switzerland	Cameroon	55,9%	13,7%	11,9%
Chad						
Congo, Dem. Rep.						
Congo, Rep.						
Equatorial Guinea						
Gabon	United States	European Union	China	58,4%	12,1%	10,6%
S. Tomé and Príncipe	European Union	Angola	Gabon	62,5%	34,1%	1,4%

**Notes:**

ECOWAS: Economic Community of West African States  
ECCAS: Economic Community of Central African States

Source: World Trade Organisation

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 15:**  
Origin of imports by commercial partner

	Main suppliers			(share, in %)		
	1º	2º	3th	1º	2º	3th
Mauritania	European Union	United States	Brazil	43,0%	8,0%	2,4%
Morocco	European Union	United States	China	51,9%	6,1%	5,9%
<b>ECOWAS</b>	European Union	China	Ghana	38,5%	8,8%	7,2%
Burkina Faso	European Union	Côte d'Ivoire	Japan	29,7%	17,9%	13,1%
Cape Verde	European Union	Brazil	Japan	78,7%	6,2%	3,6%
Gambia, The	European Union	United States	China	46,3%	13,0%	10,6%
Ghana	European Union	China	United States	32,6%	11,1%	7,6%
Côte d'Ivoire	European Union	Nigeria	China	36,1%	24,1%	6,6%
Mali	European Union	Senegal	Côte d'Ivoire	25,1%	19,8%	12,7%
Niger	European Union	United States	Côte d'Ivoire	35,9%	9,0%	7,9%
Nigeria	European Union	United States	China	37,1%	15,7%	13,8%
Senegal	European Union	Nigeria	China	46,6%	8,4%	5,7%
Sierra Leone	Côte d'Ivoire	European Union	Canada	36,7%	18,5%	6,5%
Togo	European Union	China	United States	43,3%	15,8%	4,2%
<b>ECCAS</b>						
Angola						
Burundi	Saudi Arabia	European Union	Uganda	27,4%	21,9%	10,7%
Cameroon	European Union	Nigeria	China	35,0%	23,3%	6,3%
Central African Rep.	European Union	Cameroon	Congo, Dem. Rep.	20,8%	15,7%	6,1%
Chad						
Congo, Dem. Rep.						
Congo, Rep.						
Equatorial Guinea						
Gabon	United States	European Union	Cameroon	66,9%	7,3%	3,5%
S. Tomé and Príncipe	European Union	Angola	Gabon	73,7%	19,7%	1,0%

**Notes:**

ECOWAS: Economic Community of West African States  
ECCAS: Economic Community of Central African States

Source: World Trade Organisation

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands

**Table 16**  
**Stock (inward) of Foreign Direct Investment (FDI)**

Year 2007	US Dollars at current prices per capita	Millions of US dollar	% of GDP	% of total world
Mauritania	609,9	1.805,9	67,3%	0,0%
Morocco	1.041,4	32.282,6	44,1%	0,2%
<b>ECOWAS</b>	<b>273,8</b>	<b>75.545,2</b>	<b>45,6%</b>	<b>0,5%</b>
Benin	47,9	376,2	7,9%	0,0%
Burkina Faso	52,1	714,5	11,3%	0,0%
Cape Verde	1.519,2	745,9	59,6%	0,0%
Côte d'Ivoire	296,0	5.966,6	27,9%	0,0%
Gambia, The	296,9	471,8	78,4%	0,0%
Ghana	154,8	3.400,8	25,3%	0,0%
Guinea Bissau	47,8	81,1	21,3%	0,0%
Liberia	607,5	2.278,1	278,1%	0,0%
Mali	107,5	1.403,2	19,3%	0,0%
Niger	13,2	176,5	4,7%	0,0%
Nigeria	424,0	60.993,8	41,5%	0,4%
Senegal	44,8	548,2	4,9%	0,0%
Sierra Leone	91,3	524,1	25,1%	0,0%
Togo	130,6	843,9	33,4%	0,0%
<b>ECCAS</b>	<b>2.491,4</b>	<b>309.280,3</b>	<b>45,1%</b>	<b>0,3%</b>
Angola	717,0	11.708,1	18,6%	0,1%
Burundi	5,6	43,6	4,7%	0,0%
Cameroon	204,6	3.858,1	17,8%	0,0%
Central African Rep.	47,0	200,8	12,3%	0,0%
Chad	471,7	4.477,6	69,7%	0,0%
Congo, Dem. Rep.	24,1	1.474,1	53,5%	0,0%
Congo, Rep.	1.013,5	3.594,8		0,0%
Equatorial Guinea	21.172,3	25.512,7	93,7%	0,1%
Gabon	539,0	772,4	6,4%	0,0%
S. Tomé and Príncipe	719,6	113,7	129,4%	0,0%

**Notes:**

ECOWAS: Economic Community of West African States

ECCAS: Economic Community of Central African States

Source: UNCTAD

Illustration: Vicepresidency of the Government of the Canary Islands